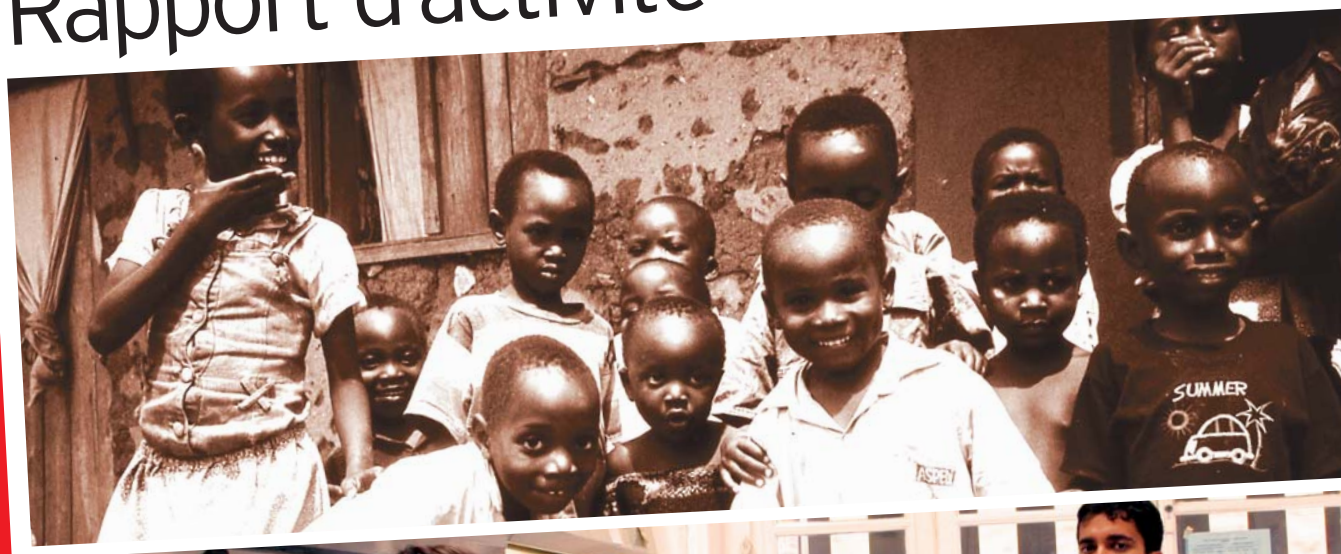
2006
Rapport d'activité







Sidaction
ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

Sommaire

Le mot du Président 2

Sidaction en 2006, son organisation 4

La recherche en 2006 12

La prévention et l'aide aux malades 18

L'aide aux malades dans les pays en développement 24

Comptes 2006 29

conception et réalisation : kamankai.com
crédit photos : Sidaction

Le mot du Président

Sidaction ne se résigne ni au silence ni à l'indifférence. Comme jamais mobilisée contre le VIH, elle poursuit son combat sur tous les fronts...

"L'année 2006 restera marquée du sceau de la tristesse. Mais aussi de la colère. Pourquoi, en effet, ne nous a-t-on pas entendus lorsque nous affirmions que l'épidémie de VIH/sida repartait de plus belle en France et qu'il fallait réagir vite ? Pourquoi n'a-t-on pas écouté les acteurs de la lutte contre le sida, en prise avec le terrain, qui pressentaient le relâchement des comportements de prévention ? Cette surdité se traduit aujourd'hui par un terrible constat : au moins 7 000 contaminations par le VIH se produisent chaque année en France ! Et avec elles, ce sont autant de vies qui basculent dans la souffrance. Tristesse et colère encore : 2006 confirme l'insuffisance du recours au dépistage et, de fait, l'arrivée tardive dans les hôpitaux de beaucoup trop de malades qui ne connaissaient pas leur séropositivité. Cela, parce qu'ils ne voulaient pas le savoir, parce que leurs conditions de vie les empêchaient de s'en préoccuper, ou parce qu'ils imaginaient que le sida ne pouvait pas les concerner. Des malades qui paient cher le poids du silence.

La prévention du VIH passe par la répétition inlassable des mêmes messages. Il faut dire et redire que l'épidémie n'est pas derrière nous, que personne n'est à l'abri ; il faut réexpliquer les modes de transmission, rappeler invariablement que le préservatif protège, ferrailler contre les discriminations qui touchent les personnes séropositives, appeler à la solidarité. Et s'il est un message à marteler, c'est bien que : "Non, on ne guérit pas du sida !" Car on a trop laissé penser que : "Le VIH, ce n'est pas si grave que ça. Aujourd'hui, il y a des médicaments..." Or c'est vite oublier les personnes en échec thérapeutique, la lourdeur des traitements, la fatigue et les redoutables effets indésirables. C'est oublier aussi que trop souvent, vivre avec le VIH/sida signifie renoncer à travailler, à sortir, à avoir une vie amoureuse ou sociale normale. C'est oublier enfin ceux que la précarisation, l'exclusion et le rejet guettent.

2006 n'a pas vu l'arrivée de nouvelles molécules. Elle n'a pas non plus été marquée par des avancées sur le plan international. L'Onusida évoque désormais entre 33 et 48 millions de personnes infectées sur la planète. On a recensé, en 2006, plus de 4 millions de transmissions du VIH et 3 millions de décès. Tristesse... et colère. L'accès aux traitements de seconde ligne, aux médicaments pédiatriques, aux thérapies contre la transmission mère-enfant... n'a pas progressé. Quand il n'a pas régressé. En effet, la résistance des laboratoires pharmaceutiques privés à la baisse du coût des traitements s'est intensifiée. Tout comme se sont amplifiées, au plan mondial, les attitudes discriminatoires à l'égard des personnes infectées. Parallèlement, des incertitudes pèsent chaque jour davantage sur l'avenir du Fonds mondial, déjà en sous-financement chronique. En France aussi, les associations doivent faire face à des difficultés pécuniaires récurrentes. Tout comme la recherche.

Dans ce climat fort peu réjouissant, un seul réconfort : notre association, elle, réussit de mieux en mieux à faire passer l'information. En 2006, les sommes collectées ont crû, le nombre de donateurs a augmenté, des fondations nous ont soutenus. Sidaction a ainsi renforcé le financement des programmes scientifiques, associatifs et internationaux. Elle a par ailleurs assis le travail interstructures initié en 2005 dans ces trois domaines, et, une fois encore, a su être présente là où naissent ou perdurent des besoins, tout en sachant se retirer là où ils disparaissent. Dans cette même logique, Sidaction a poursuivi, en 2006, son travail de lobbying, pour soutenir les associations ainsi que la recherche et, en particulier, les jeunes chercheurs. Elle n'entend d'ailleurs pas baisser la garde en 2007.
Enfin, ce fort mouvement de mobilisation autour de Sidaction s'est également traduit par l'engagement massif de nouveaux bénévoles. Ceux-ci ont manifesté, comme jamais, leur volonté de ne pas céder à la fatalité. Et ils ont eu raison, car le sida n'est pas une fatalité. C'est un combat éminemment politique. On ne remportera de victoire contre le sida que si tous les citoyens s'en mêlent. Que si tous refusent l'égoïsme et l'indifférence."

Pierre Bergé
Président



Merci de nous avoir rejoints si nombreux !

2006 a été l'année du rassemblement : rassemblement des partenaires, des bénévoles et des donateurs... Cette mobilisation croissante m'a fait chaud au cœur.

C'est une année riche en émotions pour moi : j'ai retrouvé l'ambiance du premier Sidaction où l'union des médias, des artistes, des chercheurs, des malades et des donateurs avait donné un nouvel espoir aux personnes séropositives.

En 2006, cette force a rayonné sur l'ensemble du territoire national : 300 animations de sensibilisation, d'information et de collecte organisées dans plus d'une centaine de villes. Ces animations contribuent au changement des mentalités, luttant ainsi contre la discrimination que subissent les personnes séropositives.

2006, c'est la famille des bénévoles qui s'agrandit. Ils ont été plus de 3 500 à prendre les appels des donateurs, mais leur investissement ne s'arrête pas au week-end du Sidaction. Ils répondent aussi "présents" tout au long de l'année en prêtant main forte à l'équipe de Sidaction. Sans eux, nous ne pourrions exister ! Ma reconnaissance est immense pour toutes personnes qui donnent sans compter.

2006, c'est aussi la mobilisation de nos partenaires historiques, rejoints par un grand nombre de nouveaux : les médias, les centres d'appels, les entreprises. Sans leur soutien financier, matériel et logistique, nous ne pourrions mener à bien toutes nos actions. Je remercie chaleureusement tous ceux qui nous ont rejoints cette année.

2006 a vu aussi nos ressources augmenter grâce à la fidélisation de nos donateurs qui ont une nouvelle fois répondu à notre appel. Ils assurent 90 % de nos ressources... Sans eux, rien ne serait possible.

Grâce à cette mobilisation croissante, l'espoir est là. Sidaction va pouvoir amplifier ses actions, développer encore son soutien à la recherche, aux associations locales, et avancer sur le chemin vers la guérison.

Du fond du cœur, merci pour votre mobilisation et votre générosité.

Line Renaud
Vice-présidente déléguée

Sidaction en 2006, son organisation



Le mot du directeur général

Sidaction se renforce et entraîne avec elle les acteurs de la lutte contre le sida...

"2006 dessine un tournant dans l'histoire de Sidaction. En effet, pour la première fois, Sidaction a pu augmenter toutes ses enveloppes de financement : associations, recherche, international. De fait, elle a retrouvé un niveau de redistribution de fonds et un budget qu'elle n'avait pas connus depuis 1996. Mieux encore, cette situation n'est pas le produit d'une opération médiatique ponctuelle, mais le résultat de plusieurs années de travail et le reflet d'une tendance de fond. Cette amélioration devrait donc perdurer à moyen terme et, nous l'espérons, bien au-delà. Une telle évolution signifie avant tout pour Sidaction l'espoir de parvenir à développer davantage le soutien financier qu'elle apporte, aux côtés de l'appui technique et politique, aux associations ainsi qu'aux structures de recherche.
Sur le plan des financements, une autre grande avancée a marqué 2006. En effet, Sidaction s'est réorganisée afin de débloquer encore plus tôt dans l'année les fonds qu'elle octroie aux associations. Ces dernières, et en particulier, celles qui agissent au plan local, connaissent en effet des difficultés croissantes. Alors que les besoins se multiplient, elles perçoivent leurs subventions très tardivement. Ne disposant pas d'une assise financière suffisante pour faire face à ces délais, beaucoup d'entre elles doivent jongler avec les découverts bancaires. De plus, le mouvement de décentralisation à l'œuvre complexifie tous les circuits de financement et les associations peinent de plus en plus à se retrouver dans le maquis des subventions publiques. En anticipant le plus possible le versement des sommes accordées et en proposant un accompagnement administratif et politique, Sidaction entend donc faciliter la vie des acteurs de la lutte contre le sida. Et ainsi leur permettre de se consacrer pleinement à leur mission sans craindre de disparaître et d'abandonner des malades au bord du chemin."

Bertrand Audoin

Le respect des personnes touchées par le sida et le respect des donateurs sont au cœur de la démarche de Sidaction.

Dès sa création, l'association s'est dotée de règles de fonctionnement claires et efficaces, et a veillé à mettre en place des procédures rigoureuses. Validées par le Conseil d'État et la Cour des Comptes, ces règles de fonctionnement sont toujours en vigueur.
Formé de 17 membres bénévoles impliqués depuis longtemps dans le combat contre le sida, le conseil d'administration de Sidaction est constitué de trois collèges : associatif, scientifique et de personnalités qualifiées, reconnues pour leur connaissance ou leur apport à la lutte contre le sida. Seul le conseil d'administration est à même d'accepter ou de refuser un financement. Ses décisions se font sur la base des recommandations des comités de l'association, parmi lesquels :

- le comité scientifique et médical est chargé d'instruire les demandes de contrat de travail et de financement émanant des chercheurs. Il est constitué de cliniciens, de chercheurs fondamentalistes et de chercheurs en sciences sociales, mais aussi de deux représentants associatifs, bénévoles, afin d'intégrer la vision des malades dans la réflexion du comité. Sidaction propose un appel d'offres scientifique et médical annuel comprenant trois sessions. Les chercheurs peuvent ainsi présenter leurs projets tout au long de l'année et recevoir une réponse dans un délai de 4 mois.
L'appel d'offres scientifique et médical est ouvert aux recherches se déroulant en France ou dans les pays en développement dans le cadre d'une collaboration avec une structure française.
La commission permanente, constituée de 4 membres, valide la recevabilité des demandes et attribue deux ou trois rapporteurs à chaque dossier soumis. Les experts désignés après une étude détaillée présentent les projets à l'ensemble du Comité Scientifique et Médical. Chaque demande est instruite en réunion plénière. Puis, à l'issue d'un vote à la majorité, sur des critères de priorité, de pertinence scientifique des projets, d'adéquation financière pour les aides et de profil du candidat pour les contrats de travail, le Comité Scientifique et Médical émet un avis au financement des dossiers. Un expert qui, pour un projet, présente un conflit d'intérêts ne peut assister à la discussion et au vote.
C'est le conseil d'administration de Sidaction, sur proposition du comité scientifique et médical, qui prend les décisions finales.
Pour les projets financés arrivés à échéance, un dossier d'évaluation est remis à Sidaction pour contrôler la bonne utilisation des fonds.
Chaque année le comité scientifique et médical révise l'appel d'offres et propose d'éventuelles modifications au conseil d'administration. Cette mise à jour annuelle permet de répondre aux besoins prioritaires du terrain.

- le comité associatif est responsable de l'étude des demandes de financement faites par les associations françaises de lutte contre le sida. Il est composé d'acteurs sanitaires et sociaux bénévoles œuvrant sur le terrain de la prévention et de l'aide aux malades.

- le comité international ainsi que **les comités "formation dans les PED" et "Grandir"** sont composés de membres d'associations de pays en développement et d'experts français bénévoles engagés dans la lutte contre le sida dans ces pays.

Chaque année, les comptes de Sidaction sont certifiés par des commissaires aux comptes indépendants de l'association.
Les structures soutenues par Sidaction ont l'obligation de justifier l'emploi des sommes allouées en nous adressant annuellement leurs comptes ainsi qu'un bilan détaillé de l'état de leur programme. Ces rapports sont contrôlés par les équipes de Sidaction qui analysent la bonne utilisation des fonds.
Chaque année, Sidaction mandate également un cabinet d'audit indépendant, pour contrôler sur place en moyenne vingt associations et structures de recherche.
Enfin, fidèle à sa règle de transparence, Sidaction publie chaque année son rapport d'activité et l'état de ses comptes et les met à la disposition de tous.

Le conseil d'administration

Pierre BERGÉ
Président

Line RENAUD
Vice-présidente

Edmond-Luc HENRY
Trésorier
Président de l'Association Française des Hémophiles

Hughes FISCHER
Président d'Act Up - PARIS

Jean-Marc BORELLO
Vice-président
Président d'Arcat

Pr Françoise BARRÉ SINOUSSI
Administratrice
Institut Pasteur

Dr Claire BOUGARAN
Administratrice
Union Nationale des Associations de Lutte contre le sida

Hugues CHARBONNEAU
Administrateur

Christian DOUBRÈRE
Administrateur
Union Nationale des Associations de Lutte contre le sida

Pr Jean-François DELFRAISSY
Administrateur
Hôpital du KREMLIN-BICÊTRE

Louis GAUTIER
Administrateur
Conseiller maître à la Cour des Comptes

Pr Hakima HIMMICH
Administratrice
Présidente de l'Association marocaine de Lutte contre le sida (ALCS)
CHU Ibn Rochd (MAROC)

Dr Denis LACOSTE
Administrateur
Président de la Société Française de Lutte contre le sida

Dr Arnaud MARTY-LAVAUZELLE*
Administrateur

Pr Jean-Paul MOATTI
Administrateur
Université de la Méditerranée - MARSEILLE

Pr Christine ROUZIOUX
Administratrice
Hôpital Necker

Olivier SÉGOT
Secrétaire général

* décédé en février 2007

Le docteur Arnaud MARTY-LAVAUZELLE nous a quittés en février 2007.



Arnaud faisait partie des fondateurs de Sidaction. Il en était administrateur, depuis la création de l'association en 1994 jusqu'à son départ de la présidence de Aides en 1998, puis à nouveau, depuis 2004 en tant que personnalité qualifiée. Arnaud s'était consacré à plusieurs dossiers. Citons l'ouverture de Maisons d'Accueil Spécialisées pouvant recevoir des malades souffrant de pathologies lourdes et invalidantes, la prévention gay, ou l'accès aux traitements dans les pays en développement. Il n'aura malheureusement eu ni le temps ni la force de nous accompagner jusqu'au bout de ces projets, et de voir l'accomplissement de tous les vœux qu'il formait pour l'ensemble de la lutte contre le sida, et, avant tout, pour les malades.
Ceux d'entre nous qui l'ont connu gardent le souvenir d'un interlocuteur exigeant, qui aimait la contradiction, et qui défendait bec et ongles ses convictions. Le souvenir d'un homme passionné, et aussi d'un homme plein d'humour et d'humanité. Jamais Arnaud ne manquait à l'appel pour défendre les plus démunis, pour lutter contre les lenteurs structurelles ; toujours il était là pour nous faire réaliser l'impossible.
Arnaud va nous manquer. Il manque déjà à la lutte contre le sida, il nous manque personnellement. Comme nous manquent, et comme manquent à beaucoup d'entre nous, tous ceux contre qui le sida gagne la bataille, jour après jour, partout dans le monde et aujourd'hui encore, en France, malgré les traitements.



Le comité scientifique et médical

Pr Yves LÉVY
Service d'Immunologie Clinique Hôpital Mondor, CRETEIL
Président

Dr Françoise BACHÉLERIE
Unité d'Immunologie Virale Institut Pasteur Département de Médecine Moléculaire, PARIS

Franck BARBIER (1)
TRT-5, PANTIN

Dr Geneviève BECK-WIRTH
Département d'Hématologie clinique Hôpital Emile Muller, MULHOUSE

Dr Monsef BENKIRANE (1)
Laboratoire de Virologie Fondamentale - CNRS UPR1142 - Institut de génétique humaine IGH, MONTPELLIER

Dr Eric BILLAUD
CISIH de Nantes Hôtel Dieu, NANTES

Elise BOURGEOIS-FISSON (2)
TRT-5, PANTIN

Dr Michel BOZON
Institut National d'Etudes Démographiques UR 4 Equipe "Démographie, genre et sociétés", PARIS

Dr Sophie CAILLAT-ZUCMAN
Laboratoire d'Immunologie - Equipe AVENIR-INSERM Hôpital Necker-Enfants Malades, PARIS

Dr Bruno CANARD (1)
Laboratoire Architecture et Fonction des Macromolécules Biologiques – Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Luminy (ESIL), MARSEILLE

Dr Guislaine CARCELAIN
Laboratoire d'Immunologie Cellulaire et Tissulaire INSERM U543 Hôpital de la Pitié-Salpétrière, PARIS

Dr. Fréderic DARDEL (2)
Laboratoire de Cristallographie et RMN Biologiques Faculté de Pharmacie - Université Paris 5, PARIS

Pr Jean-Luc DARLIX
Ecole Normale Supérieure INSERM U758 - Virologie Humaine, LYON

Pr Alice DESCLAUX (2)
Centre de Recherche Cultures, Santé, Sociétés CReCSS/Laboratoire d'Ecologie Humaine et d'Anthropologie (LEHA) Université Paul Cézanne (Aix-Marseille, U3), AIX-EN-PROVENCE

Dr Cécile GOUJARD
Service de Médecine Interne Hôpital du KREMLIN-BICÊTRE

Dr Sophie GRABAR
Biostatistique et Informatique médicale Hôpital Cochin, PARIS

Pr Roger GUEDJ
Laboratoire de Chimie Bioorganique - CNRS UMR 6001 Faculté des Sciences, NICE

Dr Anne-Geneviève HELIOT-MARCELIN
Service de Virologie Hôpital de la Pitié-Salpétrière, PARIS

Dr Simon LITVAK
Laboratoire de Réplication et d'Expression des Génomes Eucaryotes et Rétroviraux (REGER) Université Victor Segalen Bordeaux 2 - BORDEAUX

Dr Fabrizio MAMMANO (2)
Unité de Recherche Antivirale - INSERM U552 Groupe Hospitalier Bichat-Claude Bernard - IMEA/INSERM, PARIS

Dr Christiane MOOG
UNV40961 - Pathogénie des Infections Virales Persistantes Université Louis Pasteur, STRASBOURG

Dr Laurence MORAND-JOUBERT
Service de Bactériologie et de Virologie Hôpital Saint Antoine, PARIS

Dr Jean-François MOUSCADET
Laboratoire de Biotechnologie et Pharmacologie Génétique Appliquée - LBPA - UMR8113 CNRS Ecole Normale Supérieure de Cachan, CACHAN

Dr Christophe PIKETTY
Service d'Immunologie Clinique, Hôpital Européen Georges Pompidou, PARIS

Dr Olivier SCHWARTZ
Groupe Virus et Immunité, Institut Pasteur - Département de Virologie, PARIS

Dr Pierre SONIGO (2)
INSERM U567 CNRS UMR8104 Département des Maladies Infectieuses Institut Cochin de Génétique Moléculaire ICGM, PARIS

Dr Bruno SPIRE
AIDES PACA / TRT5, MARSEILLE

Dr Naomi TAYLOR
Groupe d'Immunomodulation et Immunothérapie CNRS UMR 5535 Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier (IGMM), MONTPELLIER

Dr Jean-Paul VIARD
Service des Maladies Infectieuses et Tropicales, Hôpital Necker, PARIS

Dr Laurent VIDAL (1)
IRD/IEA - Université de Provence, MARSEILLE

(1) entrant en 2006
(2) sortant en 2006

Le comité associatif

Yves DUPONT
Tipi, MARSEILLE – Directeur
Président

Danielle AUTHIER
Coordinatrice, FRISSE (Femmes, Réduction des rISques et SExualité), LYON

Alioune BLONDIN-DIOP
Médecins d'Afrique/Europe, président, Praticien hospitalier au CHU de la Pitié-Salpêtrière, PARIS

Jean-Baptiste BOLLENS
Chef du service ISAT Paris-Est (Interventions Sociales et Accompagnement Thérapeutique), SOS Habitat et Soins, PARIS

Jean-Jacques BOUYER
GAPS, BORDEAUX

Maryse DRICOT
Déléguée régionale Ile-de-France, SOS Drogue International, PARIS

Jean-Francis FAVATIER
Coordinateur, ASUD NÎMES

Carine FAVIER,
Administratrice et Responsable de la Commission sida, Mouvement Français pour le Planning Familial, MONTPELLIER

Anne-Marie GOSSE
Directrice, Basiliade, PARIS

Omar HALLOUCHE
Coordinateur du programme de prévention auprès des migrants, ALS, LYON

Emmanuelle LENGLET
Directrice, ADIS, CALAIS

Jérôme MARTIN
Act Up - PARIS

Christiane MARTY-DOUBLE
Vice-présidente, AIDES, NÎMES

Romain MBIRIBINDI
Président, Afrique avenir, PARIS

Monique MICKAËLIS
Coordinatrice, Grisélidis, TOULOUSE

Bastien NOËL
Coordinateur, Envie, MONTPELLIER

Perrine PERILLAT
Directrice, Entr'Aids, LYON

José SONGA
Président, Bondeko, GONESSE

Maïre TUAHIVA
Coordinatrice du programme "Milieu carcéral", PASTT, PARIS

Le comité international



Comité International
(Appel d'offres international, PAARV, et autres projets)

Mme Atiqa CHAJAI
ALCS, MAROC

Dr Joseph ESSOMBO
Elizabeth Glaser Paediatric Aids Foundation, CÔTE D'IVOIRE

Dr Isaline GREINDL
AEDES, BELGIQUE

Dr Philippe MALHERBE
ID, FRANCE

Dr Marie-Josée MBUZENAKAMWE
ANSS, BURUNDI

Dr Eugène RAYESS
Actions Traitements, FRANCE

Dr Françoise RENAUD-THÉRY
OMS, SUISSE

Dr Margaret SANGA
SWAA Littoral, CAMEROUN

M. Issoufou TIENDREBEOGO
Association African Solidarité, BURKINA FASO

M. Mohamed TOURÉ
Kénédougou Solidarité, MALI

M. Arnaud WASSON-SIMON
Aides, FRANCE

Comité Formation

M. Vincent BASTIEN
Kasabati, BURKINA FASO

Dr. Alioune BLONDIN-DIOP
Médecins d'Afrique, FRANCE

Mme Jovite DE COURLON
FRANCE

Pr Alice DESCLAUX
CReCSS –IFEHA, FRANCE

Mme Delphine FLOURY
Solidarité sida, FRANCE

Dr Jean-Baptiste GUIARD-SCHMID
Hôpital Tenon, FRANCE

M. Adama KOMPAORE
Association African Solidarité, BURKINA FASO

Dr Emmanuel RICARD
Société Française de Santé Publique, FRANCE

Dr Siaka TOURÉ
ACONDA – VS, CÔTE D'IVOIRE

Dr Roland TUBIANA
Hôpital de la Pitié Salpêtrière, FRANCE

Pr Laurence WEISS
Hôpital Européen Georges Pompidou, FRANCE

Comité Grandir

Pr Stéphane BLANCHE
Hôpital Necker, FRANCE

Pr Alice DESCLAUX
CReCSS –IFEHA, FRANCE

Mme Rose DOSSOU
CHIGATA, CÔTE D'IVOIRE

Dr Joseph ESSOMBO
Elizabeth Glaser Paediatric Aids Foundation, CÔTE D'IVOIRE

Dr Alice GOUGOUNON
Racines, BÉNIN

Dr Pierre-Claver KARIYO
ANSS, BURUNDI

Dr Valériane LEROY
ISPED, FRANCE

M. Issoufou TIENDREBEOGO
Association African Solidarité, BURKINA FASO



L'équipe de Sidaction

Bertrand AUDOIN
Directeur général

Service administratif et financier

David BELLIARD
Directeur administratif et financier

Marianne DUVAL
Responsable legs et donations

Alexandra SACERDOTI
Responsable juridique – chargée de mission "jeunes chercheurs"

Annick FLAMMANG
Comptable

Milko PARIS
Responsable des moyens généraux

Charlotte PARADIS
Responsable contrôle de gestion, comptabilité et paye

Bruce MACARTHUR
Chargé d'accueil

Lamia BELAIB
Chargé de l'entretien

Service des programmes scientifiques et médicaux

Paola DE CARLI
Directrice des programmes scientifiques

Nadia ABID-HAMDAOUI
Responsable des financements scientifiques

Sandrine PERRIN
Chargée des évaluations & attachée à la communication scientifique

Véronica NOSEDA*
Chargée de mission "Sciences Sociales"

Maud BOUCHERIE**
Chargée de communication scientifique

Service des programmes associatifs

François BERDOUGO**
Directeur des programmes associatifs

Alix BÉRANGER*
Directrice des programmes associatifs

Fred CRONARD
Chargé de mission "Départements Français d'Amérique"

Vincent DOURIS
Responsable du développement co-chargé de mission "Sciences Sociales"

Corinne LE HUITOUZE
Responsable analyse financière

Nathalie PIERRET
Chargée de mission "Emploi"

Anne KITTLER
Analyste de projet

Luis RAMIREZ
Chargé de mission "Emploi"

Melaine CERVERA
Assistant mission "Emploi"

Ridha NOUIOUAT
Chargée de mission "Milieu carcéral"

Frédérique VIAUD
Adjointe à la responsable de service

Pierre-Alexandre RABOU
Stagiaire

* depuis octobre 06
** jusqu'à octobre 06

Service communication et collecte de fonds

Frédérique CAMIZE*
Directrice de la communication et de la collecte de fonds

Marie BIROLINI
Adjointe de la directrice du service

Françoise GODARD
Responsable des événements et partenariats régionaux

Francis GIONTI
Responsable des relations presse

Pascale DECAP
Responsable du marketing direct

Anaïs MERINO
Responsable adjointe du marketing direct

Koffi MESSAN
Assistant marketing direct

Mélanie DESPREZ
Assistante marketing direct

Janet GOODE
Responsable Photothèque

* départ en août 2006

Service des programmes internationaux

Eric FLEUTELOT
Directeur des programmes internationaux

Marie DE CENIVAL
Responsable du programme "Ethique dans la recherche"

Jeanne GAPIYA-NIYONZIMA
Chargée de mission "Paris sida Sud" Burundi

Julie LANGLOIS
Pharmacienne chargée de l'appui technique et de l'information sur les médicaments

Anna NDIAYE
Assistante programme "Grandir"

Julien POTET
Responsable des solidarités internationales

Clémence PRUNIER-DUPARGE
Chargée de programmes

Florence THUNE
Responsable de l'Unité de formation

Magazine Transversal

Juliette BASTIN
Rédactrice en chef

Christophe DANIEL
Assistant de rédaction

Neijma HAMDAOUI
Assistante de rédaction

Missions transversales

Alix BÉRANGER**
Chargée de projet "Evénements"

François BENET
Chargé de mission "Cartographie"
Consultant "Stratégie"

Marie GARNIER
Chargée de mission "Pour la Vie"

Fabrice PILORGÉ
Chargé de mission COREVIH

Marie CUILLIEZ
Assistante Chargée de mission "COREVIH"

Bénédicte FLAGEUL***
Mission "qualité de vie"

Vincent BODIN*
Chargé de projet "Evénements"

* arrivé en août 2006
** jusqu'en octobre 2006
*** arrivée en décembre 2006

Organigramme actualisé sur **www.sidaction.org**

Guides et magazine Transversal : outils d'information sur le VIH

En 2006, Sidaction a lancé la collection des guides Transversal en complément de son magazine bimestriel d'information sur le VIH. En juillet, après la 3ème édition de la Convention nationale des acteurs de la lutte contre le sida organisée à l'Hôtel de Ville de Paris, le premier guide de cette nouvelle collection a été publié. Ces publications thématiques sont des outils destinés à aider les acteurs de la lutte contre le sida dans leurs missions quotidiennes. Les guides Transversal comportent une synthèse résumant les débats actuels sous forme d'articles et d'interviews et une partie pratique rédigée sous forme de fiches et d'annuaire.



Le journal Transversal, édité par Sidaction depuis 2001, est publié tous les deux mois. Son comité de rédaction, composé de spécialistes et de journalistes professionnels, ainsi que les thématiques qui y sont abordées (médical, recherche, juridique, social, psychologie) font de cette publication un outil accessible et complet pour tous ceux qui s'investissent dans la lutte contre l'épidémie. Le tirage de 10 000 exemplaires en moyenne marque un réel succès et son ouverture à un public toujours plus large.
Transversal est ainsi diffusé auprès de particuliers, de structures qui le distribuent auprès du grand public (associations, hôpitaux, centres de dépistage, cabinets médicaux) et de professionnels (chercheurs, élus, travailleurs sociaux).
Transversal marque avec succès la volonté de Sidaction de donner aux acteurs engagés dans la lutte contre le sida les informations et les outils nécessaires à la bonne conduite de leurs actions.

Contact : **transversal@sidaction.org**





Les bénévoles

Sans eux rien ne serait possible

Présente depuis 1994, la grande famille des bénévoles s'est encore agrandie avec un chiffre record de 3 500 personnes apportant leur soutien à l'équipe de Sidaction tout au long de l'année. Sans leur mobilisation lors du week-end du Sidaction, l'association ne serait pas en mesure d'enregistrer en temps et en heure les promesses de dons faites par les 150 000 donateurs. Leur engagement va au-delà de cet événement, ils sont aussi un relais important sur le terrain de nos actions par la mise en place d'animations ou de stands d'information lors du 1er décembre.

Témoignage d'une bénévole sur les raisons de son engagement

Je suis bénévole pour Sidaction mais je ne suis qu'un petit maillon de notre chaîne de personnes solidaires pour changer les choses, faire avancer la recherche, collecter des fonds, aider les malades à bénéficier des meilleurs soins où qu'ils soient sur le globe.
Aujourd'hui encore, le sida est considéré comme une maladie honteuse, une cause toujours difficile à défendre à haute voix. Les mentalités semblent avoir encore besoin d'aide pour avancer, nous nous en rendons compte lors des appels à dons ou lors d'actions d'information et de prévention.
Le sida, finalement, ça ne concernerait que les autres. En réalité, le sida n'est jamais aussi loin de nous que nous le pensons. Mais combien côtoient un malade et ne le savent même pas ? Ou pire, préfèrent l'ignorer ? Pourquoi, aujourd'hui encore avoir honte d'être séropositif ou séropositive ou même d'être malade ? Et puis les jeunes de plus en plus contaminés... grrrr... c'est rageant !
Et bien, c'est pour toutes ces raisons que je suis bénévole. Au lieu d'être frustrée et en colère de ne pas voir les choses évoluer assez vite à mon goût, j'ai choisi de participer, d'agir à mon niveau, selon mes possibilités. J'avais envie d'être utile, active dans cette lutte, plutôt que de voir les choses se passer.
En fait, toutes les tâches, le temps, l'énergie que nous offrons tous, en tant que bénévoles, ne sont pas forcément énormes, individuellement. Mais, c'est justement parce que nous mettons en commun nos idées et nos forces, parce que nous sommes tous ensemble, dynamiques, plein d'idées, solidaires les uns des autres pour cette cause que nous pouvons croire à la réussite de notre action et aussi à un vaccin, bientôt... En tous cas, nous agissons en ce sens !

Elisabeth Q., bénévole depuis 3 ans



Les donateurs

Une nouvelle fois, ils ont répondu "présent" en renouvelant leur générosité tout au long de l'année. Ils assurent 90 % de nos ressources. 88 000 nous ont rejoints lors du Sidaction 2006 et grâce aux différents courriers de sollicitation du service collecte de Sidaction.
Ce sont au total 350 000 personnes qui permettent à Sidaction de soutenir 375 programmes de recherche, de prévention et d'aide aux personnes séropositives.

Témoignage d'un donateur

"C'est essentiel pour moi de participer à cette mobilisation contre le sida"
"J'ai fait un don pour le Sidaction en 2006 et je compte bien renouveler mon soutien en 2007. C'est essentiel pour moi de participer à cette mobilisation contre le sida. Si chacun donne un peu, en fonction de ses moyens, on pourra faire progresser la recherche, redonner espoir aux malades, éviter de nouvelles contaminations... et parvenir un jour à vaincre le sida."

Isabelle, donatrice

Les partenaires

L'organisation du Sidaction repose sur le soutien de partenaires fidèles à l'association. La gratuité de leurs services et de leurs matériels, l'implication bénévole de leurs équipes permettent à Sidaction un gain de temps et d'argent considérable. Ils sont de plus en plus nombreux à s'engager à nos côtés tout au long de l'année.

Les principaux partenaires médias du Sidaction 2006
Arte, Canal Plus, Europe 1, France 2, France 3, France 4, France 5, France Bleu, France Info, France Inter, M6, Pink TV, RFO, RTL, TF1.

Les sociétés partenaires de la réception des promesses de dons du Sidaction 2006
Above Contact, Actel, Ajilon Bordeaux, American Express, Annuaire Inversé, AOL, Axa Atout Cœur et le Groupe Axa (7 sociétés du groupe), Centrappel free, E-sama/ pages jaunes, Intellya, Macif, STP Maisoning, Neuf Cegetel, Polycontacts, Vitalicom, Webhelp.

Les partenaires du Dîner de la Mode 2006
Arôm-l'atelier floral, Brantes et Associés, Le Domaine Barons de Rothschild-Lafite, Doré Sécurité, La Fédération Française de la Couture et du prêt-à-porter des Couturiers, Florence Doré, JJP Conseil, La Mode en Images, Le Pavillon d'Armenonville, Patricia Goldman Communication, Potel & Chabot , Les Vins de Bordeaux.

Les autres partenaires de Sidaction
Avenir Publicité, BNP, Equitel, le Centre Pompidou, Le théâtre du Châtelet, le Pavillon d'Armenonville, Durex, Eurorscg, La Fédération Française de Tennis, la Fondation Gynesis, France Affiches, TDF, Insert, Paypal, Sélection du Reader Digest, France 5 éducation, Mac Aids Fund, Mairie de Paris, Ministère des Affaires Etrangères, Ministère de l'Outre-Mer, Ministère de la Santé, Ministère de l'Éducation Nationale, Lycée Ville d'Avy à Quessoy (22), l'association TGV de Villenave d'Ornon (33), la discothèque les bains douches (75), la discothèque l'Insolite (75), Jennifer J Ralph pour la Garden Party de Forges les Eaux (31), l'association le Mia de Maldorme (13), l'association des étudiants en médecine de Lyon (69), de Créteil (92), d'Amiens (80) de Reims (51), la fête de la vigne de Montpellier (34), le groupe de rock Inside de Nice (06), l'association Keops de l'IDRAC de Nice (06), les éditions ça et là et l'association Mercure 2006 de l'ESSCA d'Angers (49).

Témoignage d'un partenaire

Durex soutient depuis des années Sidaction et s'engage à ses côtés dans son combat quotidien contre le sida et l'indifférence. Parce que la prévention, le dialogue et la solidarité sont les seuls moyens dont nous disposons aujourd'hui pour lutter efficacement contre le virus. Nous permettons à Sidaction de distribuer gratuitement 250 000 préservatifs partout en France. Le sida n'est pas une fatalité, alors protégeons-nous !

Maryvonne LEPEUX ; Durex

Nous remercions également toutes les associations culturelles, sportives et autres, les 150 associations de lutte contre le sida qui tout au long de l'année, partout en France, nous aident dans l'organisation de nos opérations de collecte de fonds et d'information.

Toutes nos excuses à tous ceux que nous aurions pu oublier mais qui sont des maillons importants dans cette chaîne de solidarité.

LUTTE CONTRE L'ÉPIDEMIE, OÙ EN SOMMES-NOUS ?

L'année 2006 a été marquée par plusieurs avancées importantes dans le champ de la recherche sur le VIH/sida. Des études approfondies ont permis de mieux comprendre les dérèglements des mécanismes physiologiques engendrés par le VIH. Sur le plan thérapeutique, il faut souligner le développement de nouvelles cibles d'action contre le virus comme les inhibiteurs de l'intégrase (ou "anti-intégrases") et les inhibiteurs d'entrée du VIH dans les cellules ("anti-CCR5"). Par ailleurs, en 2006, les essais en immunothérapie (utilisation de cytokines, IL-2 ou IL-7) se sont poursuivis et représentent autant de pistes nouvelles pour préserver et/ou restaurer le système immunitaire. Ces avancées dans la mise à disposition de nouveaux antiviraux donnent un nouvel espoir aux malades, notamment à ceux qui, traités depuis longtemps, sont infectés par des virus résistants aux classes de médicaments aujourd'hui disponibles.

L'amélioration des traitements a prolongé la vie des patients. Cependant, on meurt toujours du sida et cette mortalité reste élevée : d'une part, là où les soins sont peu ou pas accessibles, dans les pays en développement (PED), mais, hélas, aussi, lorsque les traitements sont disponibles, comme le montre en France l'enquête "Mortalité 2005". Le dépistage et la prise en charge tardifs des personnes séropositives sont en grande partie responsables de cette situation, dont les politiques de santé publique et d'orientation de la recherche doivent impérativement tenir compte. Celles-ci doivent aussi faire face à une transformation profonde de l'état de santé des personnes séropositives. En effet, l'allongement de leur durée de vie s'accompagne très souvent de nouvelles complications liées aux traitements antiviraux (complications cardiovasculaires), au déficit immunitaire (apparition de cancers), aux co-infections par les virus des hépatites et aux manifestations associées au vieillissement.
L'apparition de ces nouvelles pathologies associées au sida implique une prise en charge pluridisciplinaire. La principale difficulté étant, en effet, d'intégrer, au sein d'une même stratégie thérapeutique, les traitements anti-VIH et ceux qui s'adressent aux autres complications dont souffrent les malades.

Aujourd'hui, plus de 25 ans après le début de l'épidémie, le sida a déjà tué plus de 23 millions de personnes dans le monde, dont les deux tiers en Afrique subsaharienne. En France, au moins 7 000 personnes ont découvert leur séropositivité en 2006 (données de l'InVS) et ce chiffre s'accroît chaque année. Les résultats de la recherche nous permettront un jour de vaincre le VIH/sida. Les efforts doivent donc être maintenus pour espérer voir des avancées supplémentaires à moyen terme.

Sidaction est la seule association de lutte contre le VIH/sida en France qui finance la recherche. Sans elle, plusieurs questions resteraient sans réponse, autant de pistes inexplorées et d'avancées freinées. Aujourd'hui comme hier, Sidaction est aux côtés des chercheurs pour renforcer les moyens humains ainsi que les équipements des organismes de recherche et inciter les jeunes chercheurs à poursuivre leur carrière dans la lutte contre le VIH/sida.

2006, SIDACTION ENCORE ET TOUJOURS ACTEUR DE LA RECHERCHE

Dans la lignée des années précédentes, 2006 confirme la place privilégiée de Sidaction aux cotés des chercheurs engagés dans la lutte contre le VIH/sida.
Soutenant des projets en France et dans les PED (11 % des projets en cours en 2006 se déroulent dans des PED), Sidaction couvre tous les types de recherche sur le VIH/sida : recherche fondamentale, appliquée et clinique dans tous les domaines : de la virologie et l'immunologie aux traitements, vaccins préventifs et thérapeutiques ; ainsi que des travaux en sciences de l'homme et de la société qui comprennent des recherches en épidémiologie, en sociologie et en anthropologie. Ce dernier domaine, les sciences sociales, représente 14 % des projets financés en 2006, alors que la recherche fondamentale, avec 58 % des aides aux équipes et 64 % des bourses versées, reste prépondérante. Ce type de recherche, et notamment la virologie, majoritaire dans nos financements en recherche fondamentale, permet une meilleure connaissance du VIH, de la pathologie sida et des stratégies visant à la limiter, et opère en amont de la découverte de nouvelles pistes thérapeutiques et vaccinales. Le VIH est en perpétuelle mutation et la contribution de la recherche fondamentale demeure essentielle pour garantir une compréhension globale du virus.

Au cours de l'année 2006, Sidaction a soutenu 156 projets de recherche. Sur les 71 bénéficiaires d'une aide aux équipes, 38 ont déjà été soutenus par Sidaction les années précédentes : 25 pour d'autres projets, et 13 anciens boursiers. Ceci marque l'engagement à long terme de Sidaction dans les programmes les plus importants. Parallèlement, 33 chercheurs ont été financés pour la première fois et 11 projets ont bénéficié d'une aide et d'une bourse associée. Sidaction pérennise ainsi le lien avec les équipes de recherche, et continue à attirer toujours de nouveaux laboratoires. Parmi les 76 jeunes chercheurs soutenus, 45 sont des post-doctorants, 20 des doctorants et 11 des pharmaciens ou des médecins.



Partenariat avec la Fondation de France :
Suite au partenariat mis en place en 2005 avec la Fondation de France, une enveloppe globale de 400 000 euros a été attribuée pour le co-financement de programmes de recherche sur le VIH/sida. 14 projets au total, soutenus en 2006, ont pu bénéficier de ce rapprochement. Autant de recherches qui peuvent s'accomplir dans les meilleures conditions afin que les avancées futures puissent se réaliser au plus vite.

Jacqueline CAPEAU. Projet co-financé par la Fondation de France.
Laboratoire de la pathologie de l'adipocyte et des cellules hépatiques, Inserm U680, à l'Hôpital Saint Antoine.

La lipodystrophie induite par les traitements antirétroviraux représente-t-elle un état inflammatoire du tissu adipeux avec des conséquences néfastes locales et générales ?

Les traitements antirétroviraux de l'infection par le VIH sont responsables d'effets secondaires parfois sévères. Ils touchent en priorité le tissu adipeux en modifiant la répartition des graisses dans le corps. On parle alors de lipodystrophie ou de syndrome lipodystrophique secondaire.
Comme dans l'obésité, les perturbations liées à ce syndrome peuvent contribuer au développement d'une inflammation du tissu adipeux. L'activation directe de cette inflammation par certaines des molécules antirétrovirales est possible. Ces troubles métaboliques pourraient être impliqués dans d'autres processus pathologiques observés chez les patients traités pour l'infection par le VIH, tel que l'athérosclérose ou le vieillissement prématuré des artères.

L'équipe de Jacqueline Capeau a déjà obtenu des résultats qui démontrent une augmentation de la sécrétion de certaines molécules du système immunitaire en réponse à différentes classes de traitements antirétroviraux. Elle se propose, à présent, de valider l'hypothèse qu'un état inflammatoire est présent dans le tissu adipeux des patients lipodystrophiques.

Onze des 156 projets soutenus en 2006 explorent des thématiques liées aux lipodystrophies chez les patients traités par antirétroviraux. Ces travaux participent à l'effort de compréhension des effets toxiques de ces médicaments et au développement de molécules moins nocives pour l'organisme. Le laboratoire du professeur Capeau a bénéficié d'un co-financement Sidaction - Fondation de France de 24 670 euros pour 12 mois, ainsi que d'une bourse associée de 15 600 euros pour un an de la part de Sidaction.

SIDACTION, UNE RÉPONSE ESSENTIELLE AUX CARENCES DE L'ÉTAT

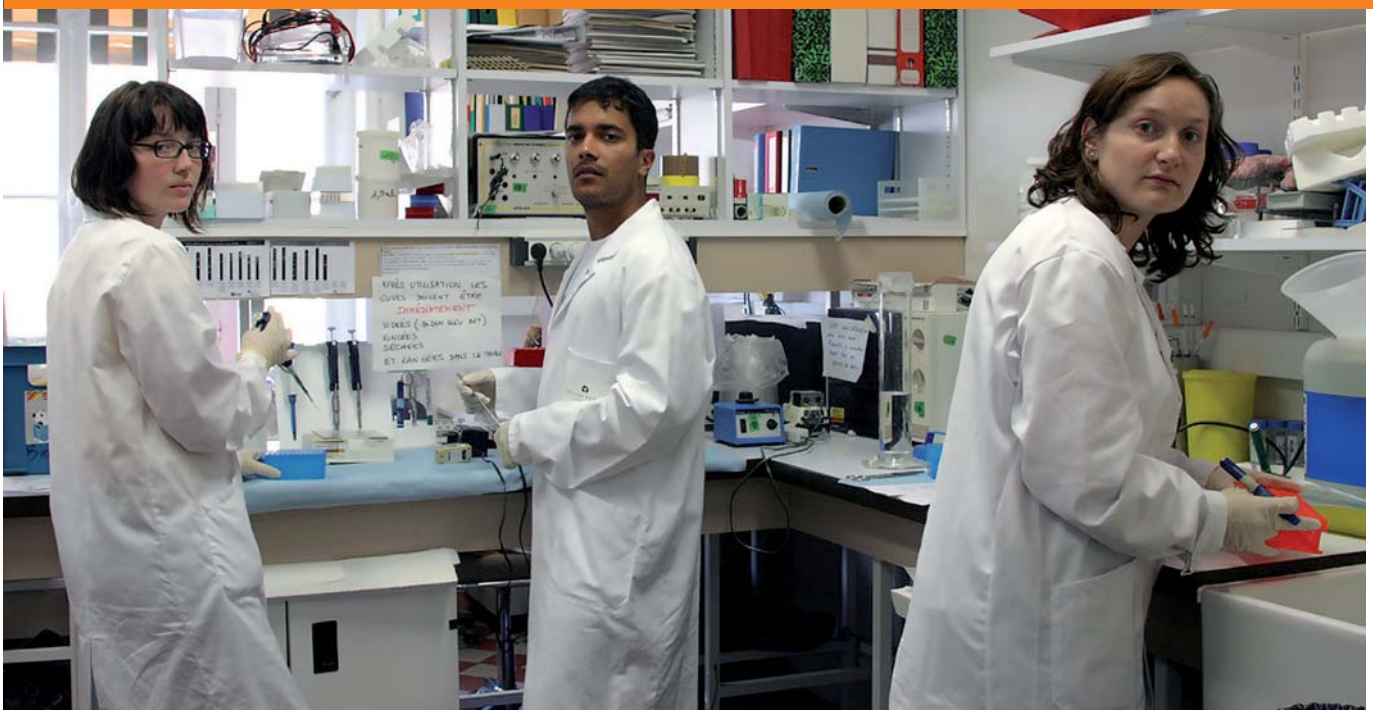
La France est l'un des premiers pays au monde en matière de recherche sur le VIH/sida, et a largement contribué aux avancées qui ont permis de mettre en place les traitements actuels. Malgré cela, de nombreux progrès restent à faire. Aujourd'hui comme hier, améliorer et augmenter nos connaissances sur le VIH/sida reste un défi. Un défi que la recherche française, en l'état actuel des choses, n'est pas totalement en mesure de relever. Depuis plusieurs années déjà, en effet, les chercheurs français doivent se battre pour obtenir des financements. Dans le domaine du VIH/sida, ils ont à porter une thématique peu soutenue par les pouvoirs publics et les médias. Le budget de l'Agence Nationale de Recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS) ne couvre pas tous les besoins de la recherche contre l'épidémie et Sidaction est la seule association française de lutte contre le sida qui finance la recherche. Ceci fait sans conteste de Sidaction un acteur et un soutien majeur de la recherche sur le VIH/sida en France.

Dans le cadre de l'appel d'offres scientifique et médical de 2006, une enveloppe de 3,5 millions d'euros a été réservée aux programmes scientifiques. Sidaction a engagé 2,2 millions d'euros dans les 156 projets votés au cours de l'année, ce qui représente 29 aides aux équipes et 27 bourses. Par ailleurs, 1,3 million d'euros a été affecté au financement des programmes qui seront votés en 2007, notamment afin de pallier la prise en charge exclusive par les associations comme Sidaction du surcoût de la transformation des bourses en contrats pour les chercheurs post-doctorants.

Le Dr. Olivier SCHWARTZ, directeur de l'Unité "Virus et Immunité" à l'Institut Pasteur, témoigne.



À la suite de sa thèse, le soutien de Sidaction a permis à Olivier Schwartz de poursuivre ses recherches dans le domaine du VIH/sida en France et d'intégrer le réseau de la recherche française.



"En m'attribuant une bourse en 1994, Sidaction m'a permis d'effectuer un post-doctorat sur le VIH/sida. Depuis, l'association n'a jamais cessé de soutenir mes recherches. À l'Institut Pasteur, j'ai pu former un groupe de travail sur la multiplication du VIH dans les lymphocytes et les conséquences de cette multiplication sur le système immunitaire. L'équipe est actuellement composée de 10 personnes : chercheurs statutaires, étudiants en thèse, post-doctorants et techniciens. Sidaction a largement participé au développement du laboratoire et aux bons résultats qui en sortent régulièrement. Elle m'apporte un soutien majeur pour l'achat de matériel onéreux, nécessaire à une recherche de pointe, et pour le renforcement du personnel. Par exemple, en 2006, le salaire d'une technicienne supplémentaire et la bourse d'une post-doctorante ont été intégralement payés par l'association.
D'une façon générale, Sidaction est devenue l'un des piliers indispensables aux équipes de recherche françaises qui travaillent sur le VIH/sida. Le très grand nombre de travaux publiés et reconnus ayant bénéficié du soutien de l'association en témoigne".

En 2006, l'équipe d'Olivier Schwartz a bénéficié d'un co-financement de Sidaction et de la Fondation de France d'un montant total de 94 710 euros pour 18 mois ainsi que d'une bourse associée de 91 770 euros pour 24 mois, pour un travail sur le mécanisme d'activation du système immunitaire par les cellules infectées par le VIH.

MISSION "JEUNES CHERCHEURS", POUR L'AVENIR DE LA RECHERCHE EN FRANCE

Engagée auprès des jeunes chercheurs pour l'amélioration de leur statut, Sidaction s'est mobilisée depuis 2004 pour que doctorants et post-doctorants effectuant leurs travaux grâce aux bourses des organismes caritatifs aient un contrat de travail. Pour cela, l'association a rassemblé les autres organismes caritatifs financeurs de la recherche : Association Française contre les Myopathies, Association pour la Recherche sur le Cancer, Fondation de France, Fondation pour la Recherche Médicale et Ligue Nationale Contre le Cancer, ainsi que les instances de représentation de la communauté des chercheurs en France, Collectif Sauvons La Recherche, Confédération des Jeunes Chercheurs, pour mener ensemble une mission de concertation et de lobbying auprès des pouvoirs publics.
Cette mission, prioritaire pour Sidaction en raison de son engagement vis-à-vis des chercheurs, s'est poursuivie en 2006.
Sous la pression de ce mouvement, les établissements ont reçu, par le ministère, l'interdiction d'accueillir dans leurs laboratoires des chercheurs non statutaires à partir de 2007. Cependant, ni modalité d'exécution de cette mesure, ni dégagement de fonds correspondants n'ont été apportés par les pouvoirs publics.
Malgré les revendications collectives, le dispositif mis en place en 2005 permettant aux doctorants de passer sous contrat – leurs salaires bruts étant pris en charge par l'organisme caritatif qui les soutenait auparavant sous forme de libéralités et par l'État en ce qui concerne les charges patronales - n'a pas été étendu aux post-doctorants.
Dès lors, Sidaction a décidé d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en place, dès janvier 2007, de contrats de travail pour toutes les bourses de recherche qu'elle accorde. Les chercheurs bénéficieront donc de tous les avantages élémentaires qui y sont liés, tels qu'une couverture sociale et la cotisation pour le chômage et la retraite. Cette mesure, concernant pour 2007 près de 80 boursiers de Sidaction, passe par le déblocage exceptionnel de crédits à cet effet : la transformation d'une bourse de recherche en contrat représente un surcoût de 71 % par rapport au montant initial de la bourse.
Cela représente de la part de Sidaction un effort financier considérable qui devrait en toute logique relever de l'État et des laboratoires publics qui sont les employeurs de ces chercheurs.

Consciente des enjeux d'une politique de recherche ambitieuse dans le domaine du VIH/sida, soucieuse des conditions de travail des chercheurs, Sidaction poursuivra en 2007 ses discussions avec l'Etat et les organismes accueillant les chercheurs dans l'objectif d'améliorer les conditions de travail des jeunes chercheurs.

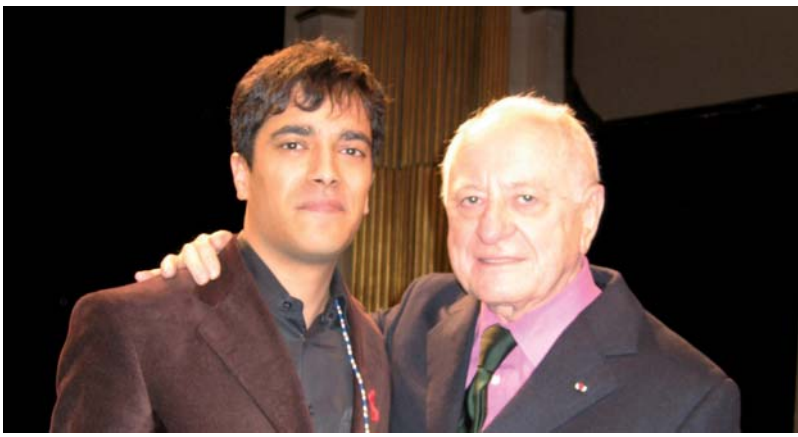
Partenariat avec l'Institut Pasteur :

Pour répondre aux dispositions légales en vigueur et par volonté d'amélioration des conditions de travail des chercheurs, Sidaction et l'Institut Pasteur se sont rapprochés dès 2006 afin de mettre en œuvre un partenariat permettant à deux boursiers de conclure un contrat de travail. Au terme de ce partenariat, l'Institut Pasteur a pris à sa charge le surcoût lié à l'instauration de ces contrats.

Mickaël PLOQUIN :
Unité de Régulation des Infections Rétrovirales de l'Institut Pasteur. Sous la direction du Pr. Françoise Barré-Sinoussi et du Dr. Michaëla Müller-Trutwin.

L'infection naturelle et non pathogène par un virus simien chez le singe vert d'Afrique constitue un modèle d'étude de protection contre le sida.

Dans l'Unité du Pr. Françoise Barré-Sinoussi, des études chez les primates visent à comprendre la résistance au syndrome d'immunodéficience acquise (sida). Parmi les primates d'Afrique porteurs naturels du virus de l'immunodéficience simienne (SIV), les singes verts représentent les plus importants réservoirs de SIV. Contrairement aux infections pathogènes à VIH chez l'homme et à SIV chez les singes d'Asie (macaques), les infections à SIV chez les singes verts d'Afrique ne s'accompagnent pas de progression vers un sida. Ceci ne s'explique pas par la présence d'un SIV atténué puisque le virus se réplique très efficacement. Les lymphocytes T-CD4 sont également infectés. Cependant, leur fonction est maintenue pendant toute la durée de l'infection, expliquant l'absence de déclin du système immunitaire. En fait, c'est l'absence de signes d'activation chronique anormale des cellules de l'immunité qui caractérise l'infection chez les singes verts. En effet, dans les infections pathogènes, les niveaux élevés d'activation des lymphocytes T sont prédictifs de la progression vers le sida. Dans son travail de thèse, le Dr Mickaël Ploquin, sous la supervision du Dr Michaela Müller-Trutwin, a identifié des mécanismes potentiels de contrôle de la réponse pro-inflammatoire et de l'activation chronique des lymphocytes T associés à l'infection non pathogène chez les singes verts.



Pour ces résultats qui ouvrent la voie à de nouvelles stratégies thérapeutiques, Mickaël Ploquin, 27 ans, a reçu le Prix Scientifique Jeunes Chercheurs. Cette récompense, d'un montant de 2 500 euros, attribuée depuis 2003 à un boursier de Sidaction pour la qualité et la pertinence de ses travaux sur le VIH/sida, lui a été remise par Pierre Bergé, Président de Sidaction et par le professeur Yves Lévy, Président du Comité Scientifique et Médical de Sidaction, lors de la Convention Nationale 2006 organisée par l'association. Mickaël Ploquin a obtenu une bourse pour son doctorat d'un montant de 15 600 euros pour 12 mois.

MISSION "SCIENCES SOCIALES ET PED" : POUR MIEUX COMPRENDRE L'ÉPIDEMIE ET LES MALADES

Accompagnement des projets de recherche en sciences sociales.

Le sida a été, pendant plus de vingt ans, un acteur et un révélateur important des transformations sociales, notamment dans le domaine de la médecine et de la santé publique. Dans ce cadre, les sciences sociales ont permis à la fois de poser de nouvelles questions scientifiques et d'orienter certains choix politiques. L'évolution récente de l'épidémie, liée notamment à la vulnérabilité accrue de certains ainsi qu'à une prise en charge globale impliquant les aspects thérapeutiques, psychologiques, préventifs et sociaux, impose de nouveaux défis aux chercheurs en sciences humaines.
Dans cette perspective, Sidaction a décidé de lancer, en octobre 2006, une mission dédiée au renforcement du soutien à la recherche en sciences sociales sur le VIH/sida. La première étape de ce travail a été d'élaborer un bilan quantitatif et qualitatif du soutien apporté par Sidaction à ce domaine de recherche. Ce bilan a permis de jeter les bases d'une réflexion à plus long terme sur les orientations prioritaires que Sidaction voudrait impulser. Grâce à sa proximité avec le terrain, mais aussi à la bonne connaissance du milieu de la recherche biomédicale, Sidaction peut jouer un rôle clé dans la mobilisation des sciences sociales pour améliorer la connaissance sur le VIH/sida et rendre plus efficaces les actions menées en direction des malades et dans le domaine de la prévention, au Nord comme au Sud.

Sur le terrain ou au moment de la préparation de leur dossier de demande de financement, les chercheurs menant leurs travaux dans les PED sont soutenus par Sidaction.

Il est indispensable de mener des recherches là où le VIH/sida sévit le plus. Recherche en sciences sociales, évidemment, pour étudier les conditions socioculturelles et économiques locales, mais aussi recherche biomédicale en vue de permettre à ceux qui en ont le plus besoin de profiter des résultats d'une recherche adaptée.
Dans ce cadre, Sidaction apporte aujourd'hui un double appui dans 7 pays en développement : la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Afrique du Sud, l'Inde et le Brésil, aux côtés des chercheurs et auprès d'associations d'aide aux malades. Au total, en 2006, 16 projets menés dans 10 pays en développement par des structures françaises ont été soutenus par Sidaction : en plus des pays précédemment cités, la Thaïlande, le Cambodge et le Sénégal sont concernés. Les recherches menées portent sur des thématiques majeures aux yeux des acteurs de terrain, comme la prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME), l'efficacité des traitements et l'anthropologie. Partant de ce constat, la "Mission PED" a été créée en février 2006. Elle permet aux structures de recherche l'accès à un interlocuteur privilégié qui connaît les pays où se déroulent les projets, et l'accompagnement des chercheurs souhaitant soumettre une demande de financement auprès de Sidaction pour un projet mené dans un PED.

Annick TIJOU-TRAORE :
Sous la responsabilité scientifique d'Annabel Desgrées du Loû. Laboratoire Population Environnement Développement – Institut de Recherche et Développement (IRD).

La gestion du VIH/sida au sein du couple. Le cas de femmes participant à un projet de recherche PTME et de leur partenaire, à Abidjan en Côte d'Ivoire.

La recherche en matière de prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME) du VIH a fait, au cours des 10 dernières années, des progrès importants dans les PED. Aujourd'hui, les programmes de PTME proposent un dépistage du VIH au cours des consultations prénatales, et adressent une série de recommandations à l'issue de ce test. Il s'agit notamment de conseils en matière de sexualité, de procréation et d'alimentation du nourrisson, visant à réduire le risque de transmission du VIH à l'enfant et au partenaire. Les changements de comportement préconisés sont susceptibles de prendre forme dans le couple en fonction du choix de la femme de connaître ou non son statut sérologique. Dans le travail de recherche anthropologique d'Annick Tijou-Traoré, il s'agit de comprendre en quoi l'organisation de la vie en couple favorise ou freine la mise en application des conseils de prévention. Cette étude qualitative s'insère dans un programme PTME (Ditrame Plus) co-financé par

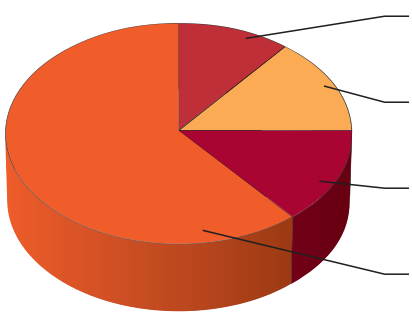


l'ANRS. La recherche menée par Annick Tijou-Traoré sur des couples ivoiriens vivant en milieu urbain a permis d'identifier des facteurs qui modèlent la gestion du risque lié au VIH/sida dans le couple. L'étude des interactions conjugales permet d'interroger les rôles des hommes, en tant que conjoints et pères, et des femmes, en tant que conjointes et mères, dans la prévention du VIH.

Annick Tijou-Traoré, post-doctorante, a été soutenue pendant 2 ans par Sidaction pour ses recherches en Anthropologie sur le VIH/sida. En 2006, notamment, elle a reçu une bourse de 11 400 euros pour 6 mois.

Répartition des financements en cours en 2006

Par type de recherche



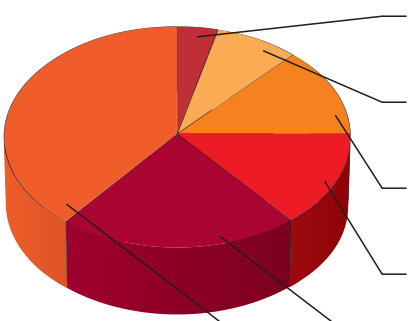
Appliquée 11 %
17 financements
pour 269 856 euros

Sciences sociales 14 %
22 financements
pour 279 122 euros

Clinique 14 %
22 financements
pour 419 123 euros

Fondamentale 61 %
95 financements
pour 1 625 720 euros

Par domaine de recherche



Vaccins 4 %
6 financements
pour 85 013 euros

Co-infections 8 %
13 financements
pour 295 883 euros

Immunologie 13 %
20 financements
pour 300 995 euros

Sciences sociales 14 %
22 financements
pour 279 122 euros

Traitements 22 %
35 financements
pour 515 167 euros

Virologie 39 %
60 financements
pour 1 117 640 euros

Les sommes indiquées correspondent d'une part aux montants des projets soutenus en 2006, avec un calcul au prorata pour les projets votés avant 2006 et avec les versements réels pour les projets attribués à partir de 2006, et d'autre part, à la somme des versements dont les boursiers ont bénéficié au cours de l'année 2006.

AIDES AUX ÉQUIPES

Dr Karine ALVAREZ - MARSEILLE
Dr Ali AMARA - PARIS
Dr Fabienne ANJUERE - NICE
Dr Nathalie BAJOS 2 - LE KREMLIN BICETRE
Pr Jean-Marie BARD - NANTES
Dr Bruno BEAUMELLE - MONTPELLIER
Dr Philippe BENAROCH - PARIS
Dr Richard BENAROUS 1 - PARIS
Dr Serge BENICHOU 1, 2 - PARIS
Dr Clarisse BERLIOZ-TORRENT 1, 2 - PARIS
Dr Edouard BERTRAND - MONTPELLIER
Dr Martine BIARD-PIECHACZYK - MONTPELLIER
Dr Jacques BONNET - PESSAC
Dr Serge BOUAZIZ - PARIS
Dr Denys BRAND - TOURS
Dr Anne BRELOT - PARIS
Dr Laurence BRIANT - MONTPELLIER
Dr Sophie CAILLAT-ZUCMAN - PARIS
Dr Jacqueline CAPEAU 1,2 - PARIS
Dr Guislaine CARCELIN - PARIS
Dr Andréa CIMARELLI 1 - LYON
Dr Hélène CONJEAUD - PARIS
Dr Ali DALLOUL - CLAMART
Dr Christian DANI - NICE
Dr Jacqueline DELOUMEAUX-TYNDAL - POINTE A PITRE
Pr Alice DESCLAUX - AIX-EN-PROVENCE
Pr Michel DUPON - BORDEAUX
Dr Xavier DUVAL - PARIS
Pr Danièle DUVAL - NICE
Dr Stéphane EMILIANI - PARIS
Dr Jérôme ESTAQUIER 2 - PARIS
Dr Laurent FERRADINI - PARIS
Florian FORSTER 2 - PARIS
Dr Sylvie FRIANT - STRASBOURG
Pr Pierre Marie GIRARD 1* - PARIS
Pr Pascal HINTERMEYER - STRASBOURG
Dr Anne HOSMALIN - PARIS
Dr Ara HOVANESSIAN - PARIS
Pr Alain HOVNANIAN - TOULOUSE
Dr Guido KROEMER - VILLEJUIF
Dr Annie LADOUX - NICE
Dr Marc LALLEMANT - CHIANG MAI – THAILANDE
Dr Olivier LAMBOTTE 2 - LE KREMLIN BICETRE
Dr François LEMONNIER - PARIS
Pr Yves LEVY - CRETEIL
Dr Fabrizio MAMMANO - PARIS
Dr Florence MARGOTTIN-GOGUET 2 - PARIS
Dr Stefano MARULLO - PARIS
Dr Christophe MATHE - MONTPELLIER
Dr Elisabeth MENU 1 - PARIS
Dr Marylène MOUGEL - MONTPELLIER
Dr Philippe MSELLATI - MONTPELLIER
Dr Sylviane MULLER 2 - STRASBOURG
Dr Matteo NEGRONI - PARIS
Dr Sébastien NISOLE - PARIS
Dr Théophile OHLMANN - LYON
Dr Gianfranco PANCINO 2 - PARIS
Dr Luc PENICAUD - TOULOUSE
Pr Serge PIETTRE - MONT SAINT AIGNAN
Dr Christophe PIKETTY - PARIS
Dr Claude RAYNAUT - BORDEAUX
Dr Dominique REY - MARSEILLE
Dr Lars ROGGE - PARIS
Dr Olivier SCHWARTZ 2 - PARIS
Dr Daniel SCOTT-ALGARA - PARIS
Dr Anne SIMON-LOMBES - PARIS
Dr Bruno SPIRE - MARSEILLE
Dr Naomi TAYLOR 2 - MONTPELLIER
Dr Alain VENET 1, 2 - LE KREMLIN BICETRE
Pr Laurence WEISS - PARIS
Dr Jean-François ZAGURY 2 - PARIS

1 : a bénéficié de deux aides aux équipes en 2006
1* : a bénéficié de trois aides aux équipes en 2006
2 : a bénéficié d'un co-financement de la Fondation de France

BOURSIERS

Dr Laura Virginia ADALID PERALTA - CLAMART
Hélène AUTHIER - TOULOUSE
Dr Ahidjo AYOUBA - PARIS
Dr Firouzé BANI-SADR - PARIS
Sandra BASCOUGNANO - PARIS
Dr Renaud BECQUET - BORDEAUX
Nouha BEN GAIED - NICE
Najoua BEN'MBAREK - MARSEILLE
Dr Amar BENNASROUNE - STRASBOURG
Dr Stéphanie BEQ - PARIS
Dr Serena BERNACCHI - STRASBOURG
Jana BLAZKOVA - MARSEILLE
Dr Emmanuelle BOULANGER - PARIS
Dr Anne BOURGARIT-DURAND - PARIS
Dr Christophe BROQUA - BONDY
Dr Laura BURLEIGH - PARIS
Dr Jean-Pierre CLAMME - ILLKIRCH
Dr Béatrice CLEMENCEAU - NANTES
Nicolas CUBURU - NICE
Dr Catherine DEVEAUD - PESSAC
Sophie DJETCHA - AIX-EN-PROVENCE
Céline DORIVAL - CRETEIL
Dr Lucile ESPERT - MONTPELLIER
Dr David FENARD - MARSEILLE
Fabrice FERNANDEZ - TOULOUSE
Dr Roman GALETTO 3, 4 - PARIS
Dr Jade GHOSN - PARIS
Simon HENRIET - STRASBOURG
Dr Laurent HOUZET - MONTPELLIER
Anissa IGOUDJIL-ABA - PARIS
Minji KIM - PARIS
Dr Désirée KUNKEL - PARIS
Dr Olivier LADA - CLICHY
Marie LAMBELE - TOURS
Dr Stéphanie LAY - PARIS
Dr Guillaume LE LOUP - PARIS
Dr Jean-Yves LE TALEC - TOULOUSE
Dr José Manuel LOZANO REINA - PARIS
Dr Isabelle MALLARD-FAVIER - MONTPELLIER
Dr Concepcion MARANON LIZANA - PARIS
Dr Jean-Didier MARECHAL - ORSAY
Dr Marlène MAROUN - PARIS
Dr Saori MATSUOKA - PARIS
Fatou MBODJ - BOBIGNY
Dr Fabrice MICHEL - ILLKIRCH - GRAFFENSTADEN
Dr Christian MOUALA - PARIS
Dr Séverine MUNIER - LYON
Dr Michelina NASCIMBENI - PARIS
Mickaël PLOQUIN - PARIS
Dr Ariane POISSON - LA TRONCHE
Dr Dolorès POURETTE - LE KREMLIN BICETRE
Dr Marie PREAU - MARSEILLE
Dr Madina QUERRE - AIX-EN-PROVENCE
Dr Judith RACAPE - PARIS
Dr Fabienne RAYNE 4 - MONTPELLIER
Dr Sandrine REIGADAS - BORDEAUX
Dr Anna Laura ROSS - PARIS
Dr Asier SAEZ-CIRION - PARIS
Dr Héla SAIDI 3 - PARIS
Dr Corinne SAILLAN-BARREAU - TOULOUSE
Dr Mabel SAN ROMAN-JOUVE - PARIS
Dr Aurélie SCHNURIGER - PARIS
Dr Mark SCOTT - PARIS
Dr Sho SENDA - PARIS
Dr Martin SERGERIE - TOULOUSE
Dr Amina SHABOU - PARIS
Louise SWAINSON - MONTPELLIER
Dr Joëlle TAMBEKOU-SOBNGWI - SAINT-MAURICE
Dr Annick TIJOU-TRAORE - MARSEILLE
Dr Tu-Anh TRAN - LE KREMLIN BICETRE
Céline TREAND - PARIS
Anne-Laure VITTE - LYON
Isabelle WALLACH - SAINT DENIS
Laure WEILL - GIF SUR YVETTE

3 : a bénéficié d'un contrat de travail dans le cadre du partenariat avec l'Institut Pasteur
4 : a bénéficié de deux bourses en 2006

Les titres et laboratoires des projets sont disponibles sur le site internet : www.sidaction.org

L'épidémie poursuit sa route, les malades se précarisent... Sidaction agit.

À la fin de 2006, l'Institut National de Veille Sanitaire estimait à au moins 6 700 le nombre de personnes qui avaient découvert leur séropositivité en 2005 en France, attestant de la virulence de l'épidémie. Parmi elles, 62 % étaient des hommes. Une proportion qui ne cesse de grimper depuis 2003 du fait de l'envolée inquiétante des contaminations par rapports homosexuels. Ceux-ci étaient ainsi à l'origine de 21 % des transmissions en 2003 et de 27 % en 2005. Les rapports hétérosexuels restent cependant en cause dans la majorité des nouveaux diagnostics. Pour 57 %, ces derniers concernent des femmes et pour 48 %, des ressortissants d'Afrique sub-saharienne. Dans ce tableau noir, une éclaircie toutefois : le maintien à 2 % du taux des nouvelles infections concernant des usagers de drogues. Enfin, il convient de relever que c'est en Ile-de-France et dans les Départements Français d'Amérique (DFA) que l'épidémie sévit le plus fortement.

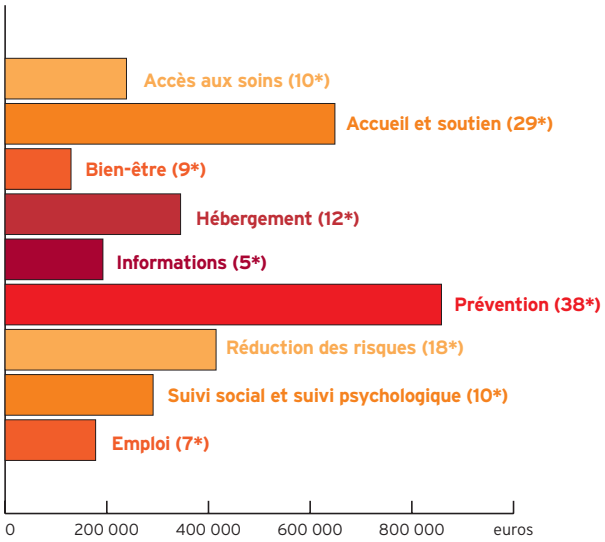
Plus de besoins, moins de fonds.

Au final, ce sont plus de 150 000 personnes qui vivent en France avec le VIH. Et très mal pour la plupart. En effet, si l'on meurt moins du sida qu'avant l'arrivée des multithérapies, non seulement des décès sont toujours à déplorer, mais la vie avec le VIH n'a rien d'un long fleuve tranquille. Sait-on en effet combien les traitements provoquent de lourds effets indésirables, difficiles à gérer sur les plans physique, physiologique, psychologique ? Combien la qualité de vie s'en trouve réduite ? Combien la précarité aggrave la situation ? Combien les discriminations s'enchaînent ? Comment vivre bien quand on souffre, quand les médicaments et les maladies opportunistes empêchent de retrouver un emploi ou de conserver le sien, quand on vit dans l'isolement et la peur du rejet, quand ses conditions de vie sont altérées parfois au point de connaître l'extrême pauvreté ? Cette réalité, dont l'oubli participe au relâchement des comportements de prévention, les associations de lutte contre le sida, elles, la rencontrent au quotidien. Elles constatent également que si le VIH/sida fragilise, il atteint aussi un nombre croissant de personnes déjà en situation de précarité économique ou sociale, tels les migrants ou les détenus. Pourtant, on assiste à une aberration : alors que l'épidémie poursuit vigoureusement sa route et que la situation des malades se dégrade, les conditions d'exercice des associations, sans qui la prévention serait fort peu de choses et sans qui nombre de malades seraient abandonnés, se détériorent.

Sidaction en prise avec le terrain.

Une nouvelle fois, en 2006, consciente des enjeux, Sidaction s'est fortement engagée auprès des associations, adaptant sa réponse aux besoins du terrain, dont elle prend constamment le pouls. Afin de mieux leur permettre d'agir, elle a augmenté l'enveloppe des fonds attribués, allégé leurs démarches, renforcé ses liens avec ses partenaires fidèles, veillé à ce que des réseaux se constituent. Afin de favoriser l'innovation et d'orienter la lutte contre le sida vers des domaines peu couverts malgré des manques criants, elle a développé ses missions "Emploi", "Milieu carcéral" et "Départements français d'Amérique" et facilité les interventions dans ces domaines. Présente sur tous les fronts de la lutte, Sidaction a ainsi notamment soutenu, en 2006, 38 programmes de prévention et 18 de réduction des risques ; 29 projets visant à accueillir et aider des personnes séropositives, 12 à les héberger, 10 à favoriser leur accès aux soins ou 10 autres encore à assurer leur suivi social et psychologique. La ligne de conduite de Sidaction ? Un besoin, une réponse.

Montants accordés par domaine d'intervention



* Nombre de programmes financés

En 2006, Sidaction modifie ses procédures

Chaque jour plus sollicitées, les associations sont débordées. D'un côté, elles ont à développer la prévention du VIH et à accueillir davantage d'usagers en situation difficile ; de l'autre, elles doivent passer un temps infini à rechercher des fonds et à jongler avec des problèmes de trésorerie liés aux versements tardifs des subventions publiques. Pour les soulager et leur permettre de se consacrer à leur mission, en 2006, Sidaction a décidé d'assouplir ses procédures, sans pour autant renoncer à son exigence. Elle s'est en outre réorganisée afin de financer, le plus tôt possible dans l'année, les projets retenus. Dès le premier semestre, toutes les structures concernées avaient ainsi reçu les fonds prévus. Pour y parvenir, Sidaction a retenu deux logiques : celle du partenariat et celle de l'innovation.

Sidaction s'engage auprès de ses partenaires fidèles...

À partir de trois critères, dont celui d'avoir été financé par Sidaction durant les cinq années précédentes et de

faire de la lutte contre le VIH une priorité, Sidaction a listé les associations pouvant bénéficier du statut de partenaire en 2006 et, de fait, de procédures allégées. Un statut basé sur la reconnaissance du travail accompli, sur la confiance qui en découle et sur la nécessité de resserrer les liens, et qui fait l'objet d'une convention engageant les deux parties. Les associations dont le projet a été retenu – 46 programmes en 2006 – se sont ainsi vu proposer un nouveau mode de fonctionnement leur permettant en particulier de ne plus présenter qu'un seul dossier à plusieurs volets lorsqu'elles sollicitent Sidaction pour divers projets. La convention prévoit en outre une visite annuelle de l'équipe des programmes associatifs, laquelle permet à Sidaction de mieux apprécier l'activité de l'association et l'emploi des fonds, mais aussi d'offrir un appui méthodologique. Sidaction s'engage en outre à soutenir les associations dans leurs démarches auprès des pouvoirs publics.

ASSOCIATIONS PARTENAIRES SOUTENUES EN 2006

Association	Région
ACTION POUR LA CITOYENNETÉ ET L'EDUCATION À LA SANTÉ - ACCES	PACA
ACTIONS TRAITEMENTS	Ile-de-France
ACTIS	Rhône-Alpes
ACT UP PARIS	Ile-de-France
ACT UP-TOULOUSE	Midi-Pyrénées
ADIS	Nord-Pas-de-Calais
AERI (ATELIERS EXPERIENCE REDYNAMISATION ET INSERTION)	Ile-de-France
ARAP. RUBIS	Languedoc-Roussillon
ARBOR/SOS HABITAT ET SOINS	Languedoc-Roussillon
ARCAT	Ile-de-France
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALS)	Rhône-Alpes
ASUD NATIONAL	Ile-de-France
ASUD LOIRET	Centre
ASUD MARS SAY YEAH	PACA
ASUD NÎMES	Languedoc-Roussillon
AUTRES REGARDS	PACA
BASILIADE	Ile-de-France
BONDEKO	Ile-de-France
CABIRIA	Rhône-Alpes
CHARONNE	Ile-de-France
COMEDE	Ile-de-France
DIAGONALE ÎLE-DE-FRANCE	Ile-de-France
DESSINE MOI UN MOUTON	Ile-de-France
ENTR'AIDS	Rhône-Alpes
ENVIE	Languedoc-Roussillon
ESPOIR GOUTTE D'OR	Ile-de-France
FRISSE	Rhône-Alpes
GRISÉLIDIS	Midi-Pyrénées
GROUPE INTER ASSOCIATIF TRT-5	Ile-de-France
IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	Ile-de-France
LA CLEF	Midi-Pyrénées
LA CONTREMARQUE	Ile-de-France
LA MARMITE	Ile-de-France
LA TREV'	Languedoc-Roussillon
LE TIPI	PACA
MEDECINS D'AFRIQUE/EUROPE	Ile-de-France
MÉDECINS DU MONDE	Ile-de-France
PRÉVENTION ACTION SANTÉ TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES	Ile-de-France
REDUIRE LES RISQUES	Languedoc-Roussillon
RÉSEAU VILLE HÔPITAL 45	Centre
RIVE	DOM TOM
RUPTURES	Rhône-Alpes
SID'ARMOR	Bretagne
SOS HABITAT ET SOINS	Ile-de-France
TEMPO	Rhône-Alpes
URACA (UNITÉ DE RÉFLEXION ET D'ACTION DES COMMUNAUTÉS AFRICAINES)	Ile-de-France

...sans renoncer à l'innovation

Pour les structures déjà connues de Sidaction mais non partenaires comme pour celles souhaitant solliciter pour la première fois une aide, Sidaction a décidé de réformer son appel d'offres généraliste. Objectif : éviter les démarches inutiles pour les associations et un travail superflu pour l'équipe des programmes associatifs. Une procédure de présélection a ainsi été établie. Les associations candidates ne déposent plus désormais, dans un premier temps, qu'une note d'intention avec un budget prévisionnel. Si elle est retenue, la structure monte un dossier complet. Par ce système, Sidaction permet à maintes associations, et en particulier à celles ne comptant que des bénévoles, de ne pas être découragées par des formalités trop lourdes – elle peut en outre leur apporter des conseils – et veille à ne pas casser l'innovation. En 2006, 53 projets ont été financés par l'appel d'offres généraliste. Par ailleurs, 6 d'entre eux l'ont également été grâce à l'appui de deux fondations privées, le Mac Aids Fund et la fondation Gynesis. Ces deux entités ont ainsi choisi de s'appuyer sur le savoir-faire de Sidaction, reconnaissant de fait sa pertinence et le sérieux de son action.

ASSOCIATIONS NON PARTENAIRES SOUTENUES EN 2006

Association	Région
A.D.S.S.U.K (ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITÉ URBAINE DE KOUROU)	DOM TOM
ABSOLUS 17	Poitou-Charentes
AFRICAN POSITIVE ASSOCIATION	Ile-de-France
AFRIQUE PARTENAIRES SERVICES	Ile-de-France
AFRISANTE	PACA
AGOUTI	DOM TOM
AIUTU CORSU	Corse
ALIS 36	Centre
APERI	Nationnal
AREMEDIA	Ile-de-France
ARPS	Ile-de-France
ASFCF (ACTION DE SOLIDARITÉ FRANCO-COMORIENNE EN FRANCE)	PACA
ASSOCIATION DES FEMMES MÉDIATRICES SOCIALES ET CULTURELLES DE PANTIN	Ile-de-France
ASSOCIATION DES TUNISIENS EN FRANCE	Ile-de-France
ASSOCIATION FRANCAISE DE REDUCTION DES RISQUES	National
ASSOCIATION FRANCO MAGHREBINE DU RHONE	Rhône-Alpes
ASSOCIATION MARTINIQUE VIVRE ENSEMBLE	DOM TOM
ASSOCIATION RÉSEAU DE SOINS 92	Ile-de-France
ASSOCIATION RÉSEAU VILLE-HOPITAL GUADELOUPE	DOM TOM
ASSOCIATION SOCIALE ALSACE VIH	Alsace
BLUE MOON	DOM TOM
CACIS	Aquitaine
CENTRE INTER CULTUREL FRANCO MAGHRÉBIN	Franche-Comté
CHRÉTIENS ET SIDA	Ile-de-France
CIRQUE ET PARTAGES	Ile-de-France
COLLECTIF HÉPATITES VIRALES	Nationnal
COLLECTIF RELOGEMENT ESSONNE	Ile-de-France
CONTACT LYON	Rhône-Alpes
CRIPS	Ile-de-France
DIALOGUES	Midi-Pyrénées
EMERGENCES	Ile-de-France
ENTRAIDE GWADLOUP'	DOM TOM
ENTR'AIDES GUYANE	DOM TOM
ENVIE	Languedoc-Roussillon
ESPOIR MULHOUSE	Alsace

ASSOCIATIONS NON PARTENAIRES SOUTENUES EN 2006 (suite)

Association	Région
FEDERATION NATIONALE DES HEBERGEMENTS VIH	Ile-de-France
FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETÉ DES DEUX RIVES	Ile-de-France
FRISSE	Rhône-Alpes
GAPS	Aquitaine
GROUPEMENT DE PRÉVENTION ET D'ACCUEIL LILLOIS	Nord-Pas-de-Calais
GWADA UNI-VERS	DOM TOM
HAÏTI DEVELOPPEMENT	Ile-de-France
INFO-SOINS	Ile-de-France
INITIATIVES	Ile-de-France
IPPO (INFORMATION PREVENTION PROXIMITE ORIENTATION)	Aquitaine
KEEP SMILING	Rhône-Apes
LA MAIN FINE	Ile-de-France
LA RÉSILIENCE	Ile-de-France
L'ÉGALITÉ, LIBERTÉ, FRATERNITÉ (L'ELF)	PACA
LIRE LA VILLE	PACA
LO TIPI LA CIUTAT	PACA
MANA	Aquitaine
MFPF 04	PACA
MFPF 13	PACA
MFPF 37	Centre
MIGAS - MIGRATION ACCUEIL SANTE	Ile-de-France
MIGRATIONS SANTÉ	Ile-de-France
NOUVELLE OUVERTURE VERS L'AVENIR	Rhône-Alpes
OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS - SECTION FRANÇAISE	Ile-de-France
POLE SUSPENSION DE PEINE	National
RAMM - VIH	Ile-de-France
RÉSEAU SANTÉ MARSEILLE SUD	PACA
RÉSEAU SANTÉ PROVENCE	PACA
RÉSEAU VILLE HÔPITAL 45	Centre
RÉSONANCE	Bretagne
REVIHEP NANTES	Pays-de-la-Loire
SIDA PAROLES	Ile-de-France
SID'ACCUEIL BASSE-NORMANDIE	Basse-Normandie
SOL EN SI	Ile-de-France
SOS DROGUE INTERNATIONAL	Ile-de-France
SOS INSERTION ALTERNATIVE / ENVOL	Ile-de-France
UFRAMA	National
UNION DE LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE DE GUYANE	DOM TOM

Le boom des missions

À la fin de 2004, désireuse de jouer à plein son rôle de levier de la lutte contre le sida et de moteur de l'innovation, Sidaction décidait de créer trois missions spécialisées en vue de faire émerger des projets dans des domaines où elle avait repéré des manques : l'emploi, les Départements Français d'Amérique (DFA) et le milieu carcéral. En 2006, le travail de fourmi réalisé par les chargés de mission recrutés a commencé à rendre concrètement ses fruits.

Mission "Emploi" : contre le chômage subi des personnes séropositives

Près de la moitié des personnes séropositives se retrouvent aujourd'hui sans travail, et pour plus des deux-tiers contre leur gré. Pourtant, rares sont les associations de lutte contre le sida ayant initié des actions en faveur de l'emploi. Consciente de la complexité inhérente au domaine de l'insertion professionnelle et désireuse de lutter contre la précarisation des personnes touchées, Sidaction a créé une mission "Emploi". Son objectif ? Accompagner un pool d'associations sur le plan méthodologique et financier, afin de les aider à faire émerger des projets spécifiques.
En 2006, Sidaction a ainsi soutenu sept associations, dont cinq ont pu initier un projet "Emploi" et de le poursuivre. En parallèle, la mission a organisé deux sessions de formation et de mutualisation des compétences et des savoirs. La première session a réuni vingt professionnels travaillant dans les structures suivies qui ont pu, à cette occasion, rencontrer diverses institutions (ANPE, CPAM, médecine du travail), mener une réflexion commune, échanger leurs expériences. Par ce biais, Sidaction entend créer une dynamique interassociative et informer les professionnels des nouveaux dispositifs législatifs. En 2006, la mission a en outre mis en place les "journées participatives", regroupant vingt personnes concernées par le VIH et le retour à l'emploi, issues pour la plupart des associations soutenues. Elles visaient à recueillir les points de vue et expériences des participants, à mieux comprendre les obstacles rencontrés mais aussi à créer des liens entre eux. Des professionnels ont également répondu à leurs questions sur leurs droits et sur les dispositifs existants. Une initiative très positive puisqu'elle a permis une nette remobilisation des participants, dont la grande majorité travaille désormais ou suit une formation. Enfin, en 2006, a été créé un comité d'experts formé de spécialistes des champs du sida et de l'emploi. Son rôle : suivre le travail de la mission et ouvrir des pistes concrètes pour faciliter le retour à l'emploi, en cherchant en particulier à créer des passerelles entre dispositifs de droit commun et dispositifs sida. Prochaine étape : le développement du lobbying auprès des institutions afin de les inciter à favoriser l'insertion professionnelle des personnes touchées par la maladie.

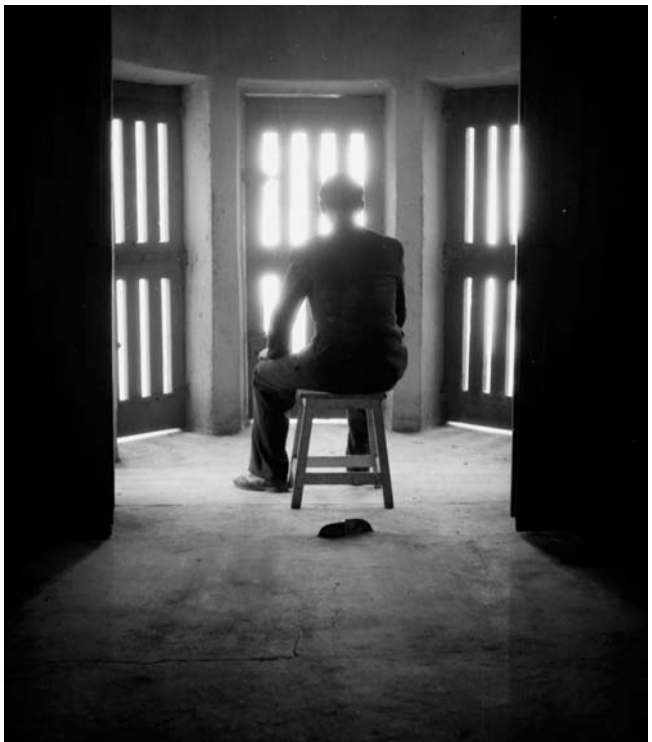
Mission "DFA" : dynamiser la lutte locale contre le sida

Alors que la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique sont parmi les départements français les plus touchés par l'épidémie, fort peu d'associations sollicitaient Sidaction pour mettre en œuvre des projets de prévention ou d'aide aux malades. Alarmée par un tel décalage, Sidaction a décidé de faire de la lutte contre le sida dans ces départements l'une de ses priorités et de monter une mission "DFA", afin de mieux comprendre la situation et de répondre à ses urgences. Au rang des objectifs : renforcer les associations locales pour développer des actions partant des besoins identifiés sur le terrain, lutter contre l'isolement des acteurs tant au plan local, régional que national, former un réseau associatif fort et favoriser les échanges. Des objectifs sur lesquels la mission a nettement progressé en 2006. En parallèle, dix associations ont été soutenues dans les DFA pour un montant de 195 000 euros.
En octobre, point d'orgue de l'année, a eu lieu à Sint Maarten le "séminaire interassociatif de lutte contre le VIH/sida" qui a réuni plus de 150 acteurs associatifs et institutionnels des DFA, de la Caraïbe et de métropole. Durant quatre jours, des thèmes tels que le rôle des associations communautaires auprès des migrants, la relation malade-système de soins, les identités

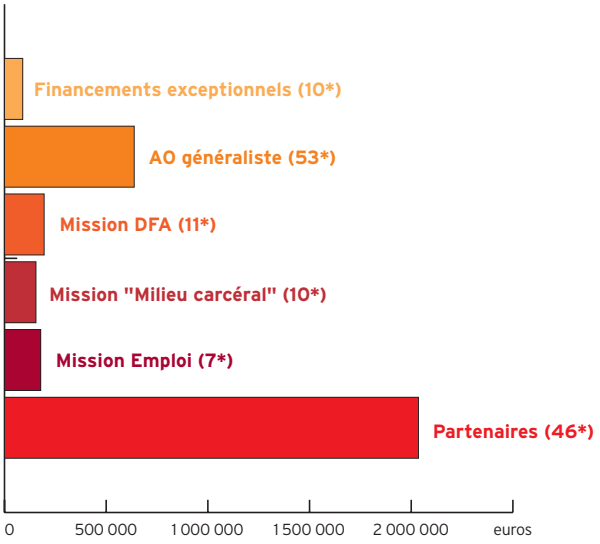
sexuelles masculines, les personnes prostituées, les relations hommes-femmes... ont été débattus et une série de recommandations a été rédigée. Le rendez-vous a largement été apprécié. Et ce d'autant qu'aucune initiative de cette ampleur n'avait été prise depuis dix ans. Longtemps restées dans l'isolement, diverses structures ont en effet pu se rencontrer. Depuis, la mission œuvre à conforter ce rapprochement et à créer une dynamique de collaboration. L'élan donné se traduit aussi par la remontée de projets en lien avec les thèmes du séminaire. Émerge enfin une volonté de coopération régionale. Elle se manifeste en particulier par la réalisation d'une mission exploratoire en Martinique et en Guadeloupe menée, en décembre 2006, par l'ONG COIN de la République dominicaine. Une mission qui vise à développer un programme communautaire auprès des personnes prostituées. À suivre donc en 2007.

Mission "Milieu carcéral" : Sidaction se glisse derrière les barreaux

VIH et hépatites connaissent des taux de prévalence bien plus élevés dans les prisons qu'à l'extérieur, puisque 1,1 % des entrants en détention seraient concernés par le VIH et 3 % par le VHC. En outre, dans ce milieu où la dimension sécuritaire l'emporte sur la logique sanitaire, l'accès à la prévention, à la réduction des risques et aux soins se retrouve souvent entravé. Malgré les forts besoins des détenus et l'importance des pratiques à risques en prison, peu d'associations intervenaient dans cet univers difficile. Sidaction a donc créé une mission "Milieu carcéral", afin d'inciter les associations à y développer des programmes de lutte contre le VIH et les hépatites, en les soutenant sur le plan financier et méthodologique (aide au montage de projets, travail auprès des institutions, évaluation...).
Les premiers résultats n'ont pas tardé à se faire sentir, puisque, de quatre projets financés en 2005 (menés par trois associations), la mission est passée en 2006 à neuf projets soutenus (portés par neuf associations) touchant à la prévention comme à l'accès aux soins, à la réduction des risques ou à la mise en place de relais à la sortie de prison. Quant au transfert financier, il a plus que doublé. Certaines des associations de lutte contre le sida impliquées n'étaient jamais intervenues en prison ; d'autres structures, à l'inverse, connaissaient bien le milieu carcéral mais ne travaillaient pas jusque-là sur le VIH. En 2006, la mission a également mis en place deux formations pour les associations financées : l'une à Paris, l'autre à Marseille. En outre, chaque année, elle organise désormais une "Journée prison" à visée nationale ouverte au grand public. La mission mène en parallèle un travail important, notamment de plaidoyer, auprès des institutions. Sidaction a d'ailleurs signé une convention avec la Direction Générale de la Santé et la Direction de l'Administration Pénitentiaire. En particulier, la mission agit pour qu'à terme les projets qu'elle co-finance soient intégralement pris en charge par les pouvoirs publics.



CLASSEMENT PAR APPEL D'OFFRES



* Nombre de programmes financés

Caarud : Sidaction passe le relais

Si le nombre de contaminations par le VIH chez les usagers de drogues s'est réduit à peau de chagrin, c'est en partie grâce à la pertinence des dispositifs de réduction des risques mis en place. Des dispositifs que Sidaction a eu l'audace de soutenir dès les premières heures, quand cette approche suscitait de vives controverses, et auxquels la loi relative à la politique de santé publique du 9 août 2004 a finalement donné une assise. Au-delà de cette reconnaissance, la loi a innové en créant des structures ad hoc : les Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD), devenus des établissements médico-sociaux financés par l'assurance maladie à partir de 2006. Le relais étant assuré, c'est tout naturellement que Sidaction, après avoir joué son rôle de levier, a décidé de se retirer, fidèle en cela à sa philosophie d'action. Néanmoins, désireuse que le "passage en Caarud" se fasse en douceur, Sidaction a veillé à soutenir en 2006 les associations qui en avaient encore besoin pour effectuer la transition. La manne épargnée pourra ainsi être réinvestie dans une nouvelle urgence, telle la prévention gay. Et dans d'autres innovations.

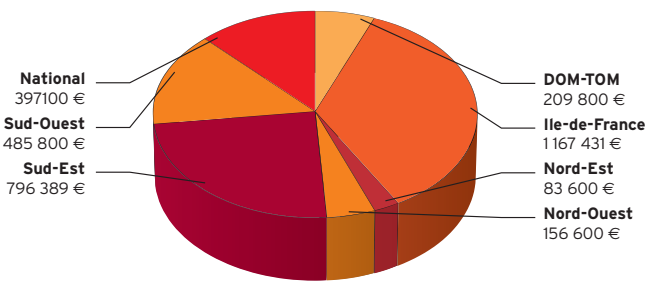
Mission Corevih

Fin 2007, une nouvelle instance de santé destinée à améliorer la prise en charge du VIH sera mise en place à l'échelle régionale : les Coordinations Régionales de lutte contre le Virus de l'Immunodéficience Humaine (COREVIH). Celles-ci remplaceront les Centres d'Informations et de Soins de l'Immunodéficience Humaine (CISIH) créés en 1988 pour favoriser la connaissance de la maladie par la recherche scientifique et améliorer la prise en charge des malades. Les COREVIH gardent les mêmes domaines d'action en élargissant leur rôle de coordination à toute la lutte contre le sida : la prévention, le dépistage, l'aide aux malades.... Contrairement aux CISIH qui regroupaient essentiellement des médecins et des chercheurs, les COREVIH seront des structures ouvertes qui réuniront l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte, y compris les associations de malades et d'usagers et les structures de prise en charge psychosociale.

Pour répondre à cet enjeu, Sidaction a créé en novembre 2005 la mission COREVIH. Elle travaille au plan institutionnel avec le ministère de la Santé et les Drass, diffuse de l'information auprès des associations et des professionnels de santé, favorise la coopération entre associations et leurs apporte un soutien aux démarches administratives nécessaires à leur implication dans les COREVIH.
Ainsi, depuis la création de la mission au sein de Sidaction, une vingtaine de réunion d'informations et de concertations a été organisée, des articles ont été diffusés dans la presse associative et professionnelle et un soutien administratif et méthodologique constant est apporté aux associations qui veulent intégrer ce dispositif essentiel pour la coordination des actions de lutte contre le sida.

Sidaction marque ainsi une nouvelle fois sa volonté d'apporter une aide aux associations et sa volonté de redynamiser la lutte contre le sida dans toutes les régions de France, afin que les malades et leurs proches soient représentés lorsque des décisions qui les concernent sont prises.

Répartition géographique des fonds



Sida Paroles, Colombes : quand la réduction des risques franchit les murs des prisons

Une boutique d'accueil bas seuil, un programme d'échanges de seringues, une action de réduction des risques liés à l'usage de drogues de synthèse, un travail de rue... Telles sont les activités de sida Paroles, association qui, sans être de santé communautaire, fait la part belle aux usagers, privilégiant leur implication dans les programmes. Depuis 2000, Sida Paroles intervient également auprès des personnes incarcérées, et en particulier celles fréquentant sa structure et qui la sollicitent depuis la prison, pour leur offrir une aide personnalisée. Celle-ci peut prendre la forme d'une médiation avec les entités sanitaires ou sociales de la prison, d'un soutien psychologique voire d'un appui matériel (colis, mandats, timbres...). En 2006, Sida Paroles a renforcé encore son intervention en milieu carcéral. Depuis, une psychologue et un éducateur animent en effet une action collective de réduction des risques autour du VIH et de l'hépatite C. Ces sessions de formation, qui s'adressent aux femmes détenues à la maison d'arrêt de Versailles, sont organisées en trois modules de trois séances que complète une intervention spécifique lors de la journée mondiale de lutte contre le sida.

Sida Paroles a reçu, en 2006, pour ses projets, un appui financier de Sidaction d'un montant de 10 000 euros.

Cirque et Partages, Paris : une passerelle vers l'emploi

Fabriquer des jouets en bois pour remettre le pied à l'étrier... Ainsi pourrait se résumer, pour les personnes employées dans l'atelier 2000, la tâche proposée par



l'association Cirque et Partages. Plus précisément, pour les responsables de cette entreprise d'insertion, l'ambition est "d'utiliser l'espace de l'entreprise, avec ses droits et ses devoirs, ses impératifs de production et de qualité, pour restructurer humainement, socialement et professionnellement des personnes se trouvant en situation de marginalisation et d'exclusion". À l'atelier 2000, en effet, le personnel recruté est constitué pour moitié de salariés touchés par le VIH et pour moitié de personnes éloignées de l'emploi pour d'autres raisons. Soumis aux mêmes règles que toutes les entreprises, l'atelier 2000 vit du produit de ses ventes. Néanmoins, il bénéficie de fonds de l'État, de collectivités locales et de Sidaction pour compenser la moindre productivité due à la rotation des salariés en insertion et financer leur accompagnement. Les personnes ainsi embauchées bénéficient d'un suivi individuel de retour vers l'emploi intégrant un volet social (logement, santé...) et professionnel.

Le projet de Cirque et Partages a été soutenu, en 2006, par Sidaction à hauteur de 20 770 euros.

Entraide Gwadloup', DFA : partout où le VIH frappe...

Le VIH se combat sur tous les fronts à la fois. Tel est le fil rouge d'Entraide Gwadloup', qui agit tant pour empêcher de nouvelles contaminations que pour aider les personnes séropositives et leurs proches, pour faire reculer l'exclusion que pour réduire les discriminations. Comptant une trentaine de bénévoles et cinq salariés, l'association, qui est le plus ancien partenaire de Sidaction dans les DFA, intervient en outre partout en Guadeloupe, conduisant son action à partir de son siège de Pointe-à-Pitre comme de son relais de Basse-Terre.



Grâce à son programme "Prévention des conduites sexuelles à risques", Entraide Gwadloup' mène maintes actions de prévention en direction du grand public ainsi que de populations ciblées tels les homosexuels ou les personnes prostituées. De surcroît, elle s'adresse à des publics très souvent oubliés tels que les sourds et les malentendants ou les déficients visuels. Avec son deuxième programme-phare, "Vivre au quotidien", Entraides Gwadloup' entend améliorer la qualité de vie des personnes infectées et de leur entourage. Pour ce faire, elle propose des aides de tous ordres : financier, alimentaire, juridique, médical..., organise des groupes de parole, des ateliers d'alphabétisation ou de peinture, et rend visite aux malades à l'hôpital. N'oubliant décidément personne, elle a prévu trois lits pour fournir un hébergement d'urgence à des usagers en grande difficulté.

Entraide Gwadloup' a bénéficié d'un soutien de Sidaction de 30 000 euros pour mener ces actions en 2006.



Le sida et les jeunes : l'opération "Pour la vie"

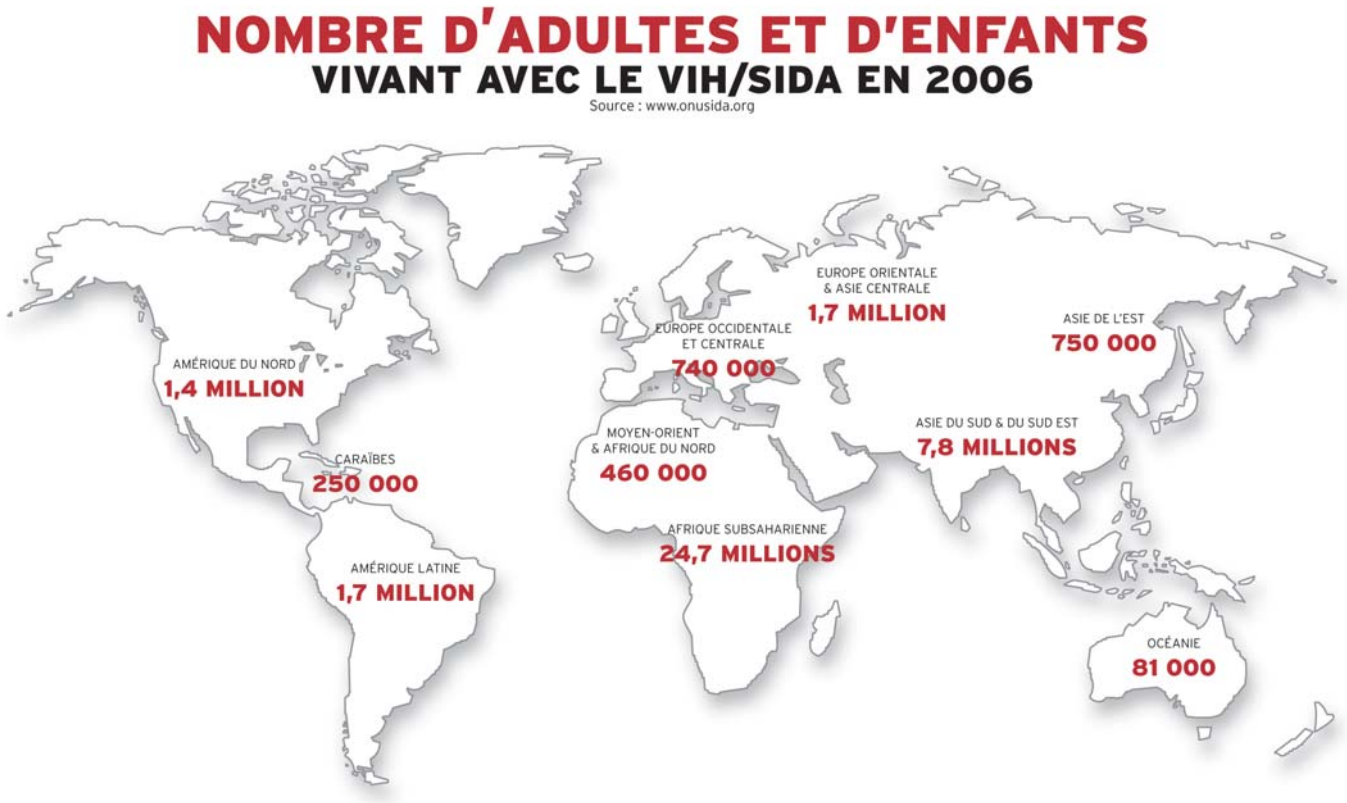
En France, 10 % des nouvelles contaminations concernent les jeunes de 15 à 24 ans ! Face à la recrudescence des nouveaux cas parmi les jeunes, Sidaction poursuit son engagement au travers de l'opération "Pour la vie".

Pour être au plus près des jeunes, cette opération de production et de diffusion d'outils de prévention s'appuie sur un dispositif multimédia global. Un DVD et un CD-Rom sont mis à la disposition du personnel éducatif dans les 6 000 établissements scolaires de France et dans des associations locales, avec le soutien du ministère de l'Éducation Nationale. De plus, le site "Le sida et les jeunes" (coproduction Sidaction - France 5 éducation) et le blog "Génération capote" permettent aux jeunes de se renseigner directement sur la maladie et de poser leurs questions de manière anonyme.

L'opération est également présente dans de nombreux salons qui s'adressent aux jeunes. Elle affirme ainsi sa volonté de devenir auprès des jeunes un interlocuteur de référence en matière de lutte contre le sida. "Pour la vie" a ainsi accueilli près de 2 000 jeunes sur son stand de prévention au Salon de l'éducation, à celui de l'étudiant et au Rendez-vous de Nice.

Au travers de ces différentes actions, "Pour la Vie" participe à changer les mentalités sur le sida, qui présentent de nombreuses lacunes et idées reçues. Elle favorise une parole autour de la prise de risques et de la sexualité et permet d'aborder des questions qui sont au cœur des préoccupations des jeunes.

www.sidaction.org/pourlavie



Face à une épidémie toujours en développement, Sidaction fait front

L'activité de l'épidémie à VIH n'a pas décru au niveau mondial en 2006. Loin de là. Avec 39,5 millions de personnes infectées, 4,3 millions de nouvelles infections enregistrées cette année et 2,9 millions de décès dus au sida, les chiffres attestent, en effet, de la dynamique toujours soutenue de la pandémie. Dans ce contexte, la situation de l'Afrique subsaharienne demeure alarmante. Avec près de 25 millions de personnes séropositives, elle reste la région la plus dramatiquement touchée par le virus. Huit pays : Éthiopie, Kenya, Mozambique, Nigeria, Ouganda, République Démocratique du Congo, Tanzanie et Zimbabwe, comptent ainsi chacun plus d'un million de personnes infectées. À elle seule, l'Afrique du Sud abrite 5 millions de personnes atteintes. D'autres parties du monde, telles l'Europe orientale, l'Asie centrale et l'Asie de l'Est, voient également l'épidémie proliférer de manière extrêmement inquiétante. L'Inde annonce désormais 5 millions de malades, tandis qu'en Chine et en Russie l'épidémie s'installe inexorablement et affecte particulièrement les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus exclues. En 2006, 48 % des adultes infectés dans le monde sont des femmes. Quelque 90 % des enfants de moins de 15 ans sur les 2,3 millions infectés par le VIH dans le monde vivent également en Afrique subsaharienne. La transmission de la mère à l'enfant est la première cause de contamination de l'enfant. Par ailleurs, le nombre d'enfants ayant perdu l'un de leurs parents ou les deux à cause du sida était estimé à 12 millions fin 2004 – ce chiffre pourrait bondir à 18 millions d'ici 2010 si rien n'est entrepris.

Sidaction aux côtés de ses partenaires

Face à ce bilan, la mobilisation internationale, même si elle a progressé en 2006, reste très en deçà des défis lancés par la pandémie, tant en termes de prévention, de dépistage, d'accès aux traitements et de suivi biologique que de soutien social ou psychologique. Rappelons ainsi que seulement 28 % des malades des pays pauvres bénéficiaient effectivement d'un traitement antirétroviral à la fin 2006, sur les quelque 7,1 millions de personnes qui en avaient pourtant une nécessité vitale. Pour ces dernières, l'accès universel aux traitements n'est malheureusement pas encore à l'ordre du jour. À cela s'ajoute le manque chronique de professionnels de santé. Une carence qui, au quotidien, compromet les efforts des acteurs de la lutte contre le sida. Sur le terrain, il est d'ailleurs de plus en plus difficile de recruter des personnels compétents. En Afrique subsaharienne, notamment, des zones entières n'ont aucun soignant pour prendre en charge les malades.
Malgré ce sombre inventaire, Sidaction, bien évidemment, n'a pas baissé les bras. Ainsi, 59 associations partenaires ont-elles été soutenues en 2006 contre 53 en 2005. Les 107 programmes qu'elles portaient embrassaient tous les champs de la lutte contre le sida depuis la prévention jusqu'à la prise en charge familiale et globale en passant par les pharmacies associatives. Sidaction a aussi développé des programmes qu'elle avait initiés seule ou avec d'autres bailleurs de fonds, comme le Ministère des Affaires Etrangères (MAE) et la Mairie de Paris. Afin de répondre aux nouveaux besoins exprimés par les associations communautaires, qui ne cessent d'innover pour combattre le virus et les ravages humains et sociaux qu'il engendre, Sidaction a égale-

ment créé de nouveaux outils de financement tels "Grandir" pour les enfants séropositifs et "Hard to Reach", dédié aux personnes vulnérables ou stigmatisées, comme les usagers de drogues, les détenus, les minorités sexuelles. Agir avec les acteurs de terrain reste, plus que jamais, le cœur de l'action de Sidaction.

Une boîte à outils au service des associations

Principal outil de financement des associations, l'appel d'offres international a pour vocation d'aider ces dernières à mettre en place ou renforcer des programmes favorisant l'accès aux soins et aux traitements des malades ou leur proposant une prise en charge psychosociale. Par son intermédiaire, Sidaction a financé 45 projets en 2006. Un deuxième outil instauré en partenariat avec la Mairie de Paris, Paris Sida Sud, vise pour sa part à soutenir un programme d'accès aux soins et aux traitements en Afrique du Sud. Dans ce cadre est également menée une action au Burkina Faso ciblant l'accès à la prévention et à l'information, ainsi qu'un projet en direction des orphelins du sida du Burundi. La professionnalisation des équipes en matière de prise en charge des malades souhaitée par les associations est assurée, quant à elle, grâce à l'appel d'offres "Formation PED". L'accès aux antiretroviraux (ARV) des acteurs associatifs est en outre facilité par le biais du PAARV (Partenariat associatif pour l'accès aux anti-rétroviraux). Enfin, cofinancé par le MAE, Sidaction Communautés 2005-2008 aide des associations communautaires africaines à professionnaliser leur pharmacie ou à maintenir leur activité dans les zones en crise ou encore à améliorer leur management et leur gestion.



Consultation à l'ANSS, un centre partenaire de Sidaction au Burundi

À ces outils sont venus se greffer trois autres en 2006, Sidaction veillant à adapter son intervention aux besoins du terrain. Ainsi, avec "Grandir", programme également cofinancé par le MAE, elle entend former soignants et acteurs communautaires au suivi des enfants séropositifs. Avec "Hard to Reach", elle souhaite développer les actions d'accès aux soins, aux traitements et à la prévention de personnes marginalisées. Enfin, avec "Ethique", sera développée l'implication des personnes séropositives et des associations dans le champ de la recherche liée au VIH.

Sidaction mise sur le communautaire

Parce qu'elles répondent, avec une grande pertinence, aux besoins des personnes vivant avec le VIH et de leur famille, Sidaction soutient depuis toujours des associations à base communautaire. Un partenariat qui s'adapte, avec souplesse, aux demandes des structures et au contexte local. Cette approche communautaire est d'autant plus importante qu'il est rare, notamment dans les pays à forte séroprévalence, que le sida ne frappe qu'une seule personne au sein de la famille. Pour permettre aux associations de proposer des services de qualité (dépistage, soutien psychologique, accès aux médicaments...) qui bénéficient à l'ensemble des membres d'une famille (adultes et enfants), tout en respectant l'individualité de chacun, Sidaction a aussi développé des programmes de soutien à la structuration et au management des associations. Une telle démarche a permis de renforcer leur gestion financière et leurs procédures administratives, de planifier la formation de leurs ressources humaines, de mieux évaluer l'ensemble de leurs activités et les a encouragées à développer la recherche de fonds propres pour l'aide directe aux malades. Ces actions intégraient également un volet spécifique portant sur l'accès aux traitements et visant à améliorer la prise en charge globale et à assurer la gratuité des soins. Au final, en 2006, l'engagement de Sidaction s'est élevé à 2,3 millions d'euros pour 107 programmes.

Le sida n'épargne pas les enfants, Sidaction ne l'oublie pas

En 2006, grâce à son nouvel outil de financement "Grandir", doté de 200 000 euros, Sidaction s'est clairement engagée en faveur d'une meilleure prise en charge des enfants vivant avec le VIH ou orphelins du sida. Cofinancé par le Ministère des Affaires Etrangères et mené en partenariat avec l'ONG Initiative Développement, ce programme a pour vocation d'informer et de former les professionnels de santé et les acteurs communautaires en charge des enfants infectés ou exposés au VIH. À ce volet, se sont ajoutés le financement et l'appui technique de projets destinés à accompagner des enfants et des mères confrontés au VIH.

En 2006, "Grandir" a également posé les bases de son offre de formation en ligne par la parution de sa newsletter "Grandir Info" à destination d'un millier de soignants africains du secteur public ou privé. Deux sessions d'échanges d'expériences sur l'annonce du

diagnostic à l'enfant ont été organisées en réponse à la demande des acteurs de terrain. Début 2007, un site Internet dédié contenant des fiches pratiques sur la prise en charge pédiatrique du VIH et sur la prévention de la transmission mère/enfant (PTME) sera mis en ligne*.
Fin 2006, l'appel à projets "Grandir" a été lancé auprès de 21 associations africaines partenaires de Sidaction et d'Initiative Développement. Huit associations ont été retenues pour un financement de leurs activités de prise en charge pédiatrique et/ou de PTME. Les premières actions ont pu démarrer dès décembre 2006.
Par ailleurs, Sidaction a reconduit son partenariat avec la Mairie de Paris dans le cadre de Paris Sida Sud, débuté en 2003. Ce programme vise à soutenir, de manière globale, près d'un millier d'orphelins du sida pris en charge par trois associations burundaises. Paris Sida Sud leur permet non seulement d'avoir accès à une prise en charge médicale de qualité, mais aussi d'être soutenus sur le plan psychologique et social. Il facilite également leur scolarisation.

grandir

* **www.grandir.sidaction.org**

Quand la formation passe à l'action

Les projets de formation soutenus par Sidaction visent tous à améliorer la prise en charge des patients en renforçant les compétences des professionnels du monde médical, paramédical ou travaillant dans le secteur psychosocial. En 2006, l'appel d'offres "Formation PED" a ainsi permis de soutenir dix projets inscrits dans cette démarche. À l'origine, ce programme était doté d'une enveloppe de 300 000 euros, mais l'engagement de Sidaction a été porté à 433 693 euros au cours de l'année 2006. Les professionnels concernés exerçaient principalement en Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes (Haïti, Sainte Lucie, La Dominique). Pour la première fois, deux actions ont été réalisées en Europe de l'Est (Russie et Georgie). Quelque 59 soignants africains ont également suivi trois formations universitaires diplômantes dédiées à la prise en charge médicale, psychosociale ainsi qu'à l'épidémiologie du VIH. La prise en charge des enfants séropositifs et l'éducation thérapeutique des malades ont aussi fait l'objet de formations spécifiques au Kenya, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.
Par ailleurs, dans le cadre de projets mis en œuvre par des associations de lutte contre le sida, un accompagnement technique et pédagogique a été réalisé au Burkina Faso, au Burundi et au Kenya. Objectif : consolider l'offre de formation, tant dans les capitales que dans les provinces et, spécialement au Burkina Faso et au Kenya, pour répondre à la politique de décentralisation des soins. Au Burkina Faso, toujours, une mission organisée fin 2006 a également permis de poser les bases d'une formation destinée à la gestion des ressources humaines de six associations locales de lutte contre le sida. La réalisation de ce projet est prévue en 2007.
En outre, en septembre 2006, l'unité de formation de Sidaction a réalisé une évaluation de la formation de 90 médiateurs de santé burundais consacrée à l'impact de leur activité sur l'amélioration de la prise en charge des personnes séropositives. Cette étude a mis en lumière le lien direct entre le travail de ces professionnels et la baisse du nombre de personnes "perdues de vue" dans les associations et hôpitaux concernés par le projet. Les personnes suivies au sein de ces structures estiment "se sentir plus accompagnées dans leur vie avec le VIH et ainsi mieux à même de suivre leur traitement." Cette enquête a aussi révélé la nécessité d'étoffer l'offre de formation continue pour ces médiateurs de santé, d'augmenter le nombre de postes de médiateurs au niveau national et d'assurer une reconnaissance officielle de ce nouveau métier et de la formation qui y conduit.

Pour qu'une urgence n'en chasse pas une autre

Lorsque sévit un conflit armé, que se produit une catastrophe humanitaire ou qu'éclate une crise politique, l'aide d'urgence prend le pas sur la lutte contre le sida. Afin que les malades ne soient pas abandonnés, Sidaction a instauré, grâce au programme "Sidaction Communautés 2005-2008", un système autorisant des associations sélectionnées à bénéficier d'une aide financière durable. Celle-ci leur permet de renforcer leurs équipes de terrain et de distribuer des aides directes aux personnes infectées par le VIH vivant dans les zones en crise ainsi qu'à leur famille. Plus précisément, une telle formule permet aux associations d'apporter un soutien social à des populations isolées, d'intégrer au système de soins des personnes qui en sont exclues et de consolider leurs liens avec les organisations humanitaires d'urgence. En 2006, ce fut le cas de trois associations africaines sises en Côte d'Ivoire (Korhogo), en République Démocratique du Congo (Bukavu) et au Zimbabwe (Harare).

Sidaction va au-devant des exclus

Alors que dans maints pays en développement, davantage de personnes séropositives bénéficient désormais d'une prise en charge globale, certains publics restent toujours résolument exclus de ces progrès. Usagers de drogues, détenus, personnes prostituées... subissent, en effet, le poids des discriminations et se voient refuser l'accès aux systèmes de santé. Luttant contre toute forme de discrimination, Sidaction a jugé important de soutenir des associations qui œuvrent à rompre cette exclusion et mettent en place des activités spécifiques. Elle a donc renforcé encore en 2006 son aide aux associations, notamment d'auto-support, qui travaillent auprès de personnes particulièrement vulnérables et stigmatisées. Cinq de ces structures, dont deux sont en Asie, deux en Europe de l'Est et une en Amérique du Sud, ont en outre reçu un fort appui technique de la part de Sidaction.

Les pharmacies communautaires sont devenues vitales



Deux questions à Julie Langlois, pharmacienne, chargée de l'appui technique et de l'information sur le médicament à Sidaction.

En 2006, quels ont été les enjeux du soutien aux pharmacies associatives dans les PED pour Sidaction ?

Le premier d'entre eux a consisté à les aider à placer un maximum de malades sous antirétroviraux – certaines pharmacies communautaires ont déjà plus de 1 000 personnes en traitement. Le second enjeu visait à assurer l'approvisionnement continu en médicaments et l'éducation thérapeutique des patients. Ces deux derniers aspects conditionnant l'amélioration de la qualité de la prise en charge globale, comme le recommandent d'ailleurs les normes récentes de l'OMS. Outre dispenser gratuitement des ARV, les pharmacies associatives délivrent aussi aujourd'hui des traitements contre les infections opportunistes et les effets indésirables – à l'hôpital ces médicaments sont le plus souvent payants. Elles proposent également, et en toute confidentialité, un suivi individualisé et des consultations d'observance. Bref, pour nombre de malades, ces structures sont devenues vitales.

Quel a été votre rôle auprès d'elles ?

Dans le cadre du financement "Sidaction Communautés 2005/2008", Sidaction a imaginé un volet de professionnalisation des pharmacies associatives pour répondre aux besoins exprimés par les associations. Peu d'entre elles, en effet, ont la possibilité de recruter un pharmacien, alors que la dispensation d'ARV et leurs procédures de commande complexifient le travail. Ce programme a été renforcé en 2006. Six associations africaines en ont bénéficié. Auprès d'elles, mon rôle a notamment consisté à assister, sur le terrain et à distance, chaque gestionnaire pour optimiser l'administration des stocks – afin d'éviter les ruptures dans l'approvisionnement –, à réaménager les locaux pour rationaliser le stockage des médicaments et à améliorer l'accueil des patients. La délivrance d'ARV réclamant des compétences spécifiques, je me suis également attachée à transmettre aux gestionnaires des connaissances pharmaceutiques, simples et pratiques, sur chaque molécule et ses actions sur le virus, afin qu'ils deviennent des conseillers éclairés, capables de répondre aux interrogations des malades et de dialoguer avec les médecins en cas, par exemple, de rupture de stock. J'ai déjà programmé plusieurs missions en 2007 pour mesurer les progrès réalisés et ajuster notre appui technique et notre offre de formation.

SOS sida, République Démocratique du Congo : VIH et conflit, sortir de la crise

Afin de prendre en charge des personnes isolées du Kivu, région fortement secouée par des troubles dus à l'instabilité politique qu'a connue la RDC ces dernières années, la jeune association SOS sida a ouvert un centre d'accueil et d'hébergement à Bukavu. Les femmes violées et/ou infectées par le VIH y bénéficient d'un soutien psychologique et d'une prise en charge médicale ainsi que d'ARV. En outre, 45 d'entre elles se sont vues allouer une aide au logement. Par ailleurs, des malades venant des zones rurales sont également accueillis durant la phase de mise en place des traitements, et parfois au-delà en fonction de leur état de santé. Grâce à son centre d'hébergement, qui peut abriter une trentaine de personnes, SOS sida a également pu développer un volet d'action sociale. Il permet, par exemple, aux personnes qui ont perdu leur emploi, à cause notamment du déplacement de population consécutif aux différents conflits, de participer à des formations de reconversion. En complément, elles reçoivent un petit pécule, sous forme de microcrédit, afin qu'elles puissent amorcer une activité génératrice de revenus et ainsi, à terme, s'autonomiser. En 2006, SOS sida a soutenu 140 adultes.
Via le programme Sidaction Communautés 2005/2008, SOS sida bénéficie d'un appui financier de 30 000 euros sur trois ans.

Arcad-sida : Mali

Les enfants mettent leurs maux en mots

Depuis 2006, une vingtaine de filles et de garçons séropositifs, âgés de 12 à 18 ans, participent à un groupe de paroles initié par Arcad-Sida au CESAC, premier centre de traitement de l'infection à VIH du Mali. Majoritairement orphelins de mère, et parfois de leurs deux parents, ces jeunes ont appris leur infection il y a moins de trois ans, souvent de manière rapide voire de façon brutale. Dans un premier temps, l'objectif du groupe de paroles, animé par deux adultes, est d'aider ces jeunes à mieux vivre avec le VIH sur le plan émotionnel. Pour ce faire, ils vont favoriser leur expression pour que chacun aborde son affect par rapport à la maladie, témoigne des conditions de l'annonce de sa séropositivité et explique comment il vit le VIH au quotidien, notamment pour ceux sous ARV.

Les animateurs s'appuient sur une mallette pédagogique pour décrire aux jeunes le mécanisme d'infection des cellules par le virus ou encore pour expliquer le rôle des CD4. Des ateliers d'éducation thérapeutique et d'aide à l'observance sont en cours de développement.

Le financement de cette activité s'inscrit dans un programme plus large comprenant l'accès aux ARV et la prise en charge d'enfants séropositifs, doté de 17 000 euros en 2006.

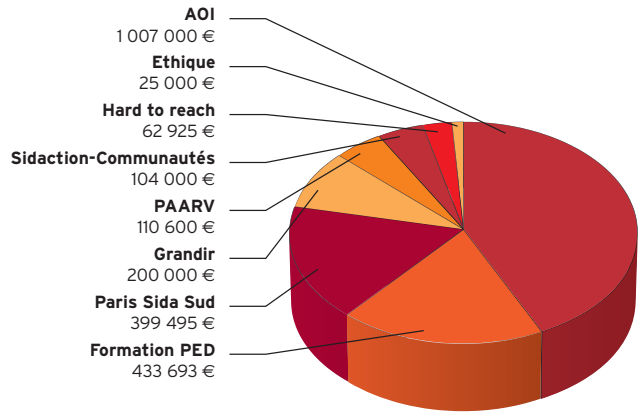
Georgian Plus Group : Georgie

Une approche adaptée aux publics vulnérables

Acteur majeur de la lutte contre le sida en Géorgie, l'association Georgian Plus Group travaille notamment en direction de publics marginalisés, tels les usagers de drogues, fortement touchés par l'infection à VIH. Solidement implantée à Tbilissi et Telavi, Georgian Plus Group est désormais reconnue pour sa compétence par les instances de santé publique du pays et participe à l'élaboration de programmes nationaux de lutte contre le sida. Après avoir créé un groupe d'auto-support d'usagers de drogues, elle a convaincu les pouvoirs publics de mettre en œuvre un programme pilote de substitution par la méthadone, dont elle a également obtenu la coordination. En outre, l'association a élaboré en 2006 un programme de formation destiné à une cinquantaine de professionnels médicaux, paramédicaux et psychosociaux du secteur public. Axées sur les différents aspects de la prise en charge du VIH et notamment sur l'approche globale, ces sessions ont aussi abordé les risques d'interaction entre méthadone et ARVs.

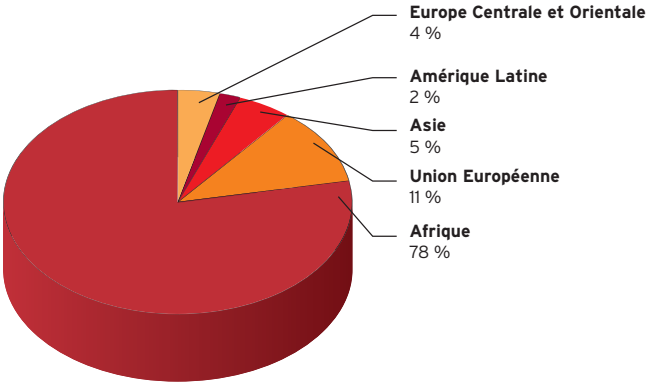
En 2006 , Georgian Plus Group a perçu 13 000 euros par le biais de l'Appel d'offres international, 8 170 euros dans le cadre du programme "Formation PED" et 3 200 euros dans le cadre du PAARV.

ENGAGEMENTS 2006



Répartition géographique des soutiens financiers

En 2006, la majorité du soutien financier de Sidaction dans les pays en développement et en transition a concerné l'Afrique, continent le plus durement touché par le VIH.



LES ASSOCIATIONS PARTENAIRES DE SIDACTION DANS LE CADRE DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX EN 2006

Pays	Association
AFRIQUE DU SUD	The Kidzpositive Family Fund, VuSAbantu
BÉNIN	Racines
BURKINA FASO	AAS, REVS+, ALAVI, URBLS, Rame, La Maison des Association
BURUNDI	ANSS, SWAA Burundi, APECOS
CAMEROUN	REDS, SWAA Littoral, SunAids
CÔTE D'IVOIRE	RSB, Centre SAS, Lumière Action, Bouaké Eveil, Ruban Rouge, Chigata, Aconda
DJIBOUTI	Oui à la Vie
KENYA	WOFAK
MALI	Arcad Sida, Kénédougou Solidarité
MAROC	ALCS
MAURICE	PILS
NIGER	MVS
NIGÉRIA	Living Hope Care, NHV-Mag, NELA, SWAA Kano
RÉP. DÉM. CONGO	SOS Sida
TCHAD	CDN Tchad
TOGO	EVT, AMC
ZIMBABWE	Batsiraï Group, The Centre

Pays	Association
BOLIVIE	IDH
BRÉSIL	GAPA-B.A
SURINAM	SMLA
VENEZUELA	ACCSI
CHINE	Beijing Zhiaixing, Aids Care China
INDE	SAI
NÉPAL	Nava Kiran Plus, Blue Diamond Society
PHILIPPINES	PAFPI
GÉORGIE	Georgian Plus Group
ROUMANIE	ARAS
RUSSIE	IMENA +

Programmes Multipays/France :

FRANCE	ISPED / ADEA
FRANCE/CARAÏBES	CHU Fort de France
FRANCE	IMEA
FRANCE/BURKINA FASO	JEREMI
FRANCE/DIU OUAGADOUGOU	AMEVIHH
FRANCE	Colloque Enfance et Sida
FRANCE	VIH Paris 2007
FRANCE	Journée Interassociative

Les comptes de Sidaction en 2006



Le mot du trésorier

L'année 2006 a confirmé le développement progressif et maîtrisé que connaît Sidaction depuis 2004.

Les outils de collecte ont enregistré de bons résultats, notamment grâce à l'opération Sidaction 2006 et à la diversification des ressources de l'association. La générosité de nos donateurs, l'engagement toujours plus grand d'entreprises, de fondations et d'institutions publiques à nos côtés ainsi que la solidité des liens avec nos partenaires médiatiques ont permis à Sidaction de collecter en 2006 plus de 17 millions d'euros.

Devant les enjeux toujours plus grands de l'épidémie, Sidaction a conforté sa volonté de consacrer toujours plus de fonds à soutenir des projets de terrain et les missions qu'elle conduit. Ainsi, le conseil d'administration de l'association a-t-il engagé plus de 9,7 millions d'euros en 2006. Cette somme, en augmentation de 14 % par rapport à 2005, permet de soutenir 70 projets de recherche, près de 140 projets d'aide aux malades en France et plus de 106 projets à l'international, dans 29 pays. Parallèlement, l'association a accentué son soutien aux missions qu'elle conduit en propre. Ces missions, qui couvrent des situations jugées prioritaires par le conseil d'administration de Sidaction, et qui permettent d'impulser de nouveaux projets, ont été soutenues à hauteur de plus d'un million d'euros en 2006. Ainsi, par exemple, des thématiques comme "sida et milieu carcéral", "sida et insertion professionnelle", la prévention en milieu scolaire ou encore la prise en charge des enfants et de leur famille par le soutien de structures en Afrique, au travers de la mission "Grandir", font l'objet d'un travail important qui a conduit à la mise en place d'actions concrètes sur le terrain.

Sidaction conforte ainsi sa position d'acteur majeur de la lutte contre le sida en France et à l'international. Cette position permet d'agir auprès des institutions, en faveur des jeunes chercheurs notamment, sujet sur lequel Sidaction s'est fortement investie, et de conduire des projets de grande envergure comme l'Artère, le jardin des dessins. Cette œuvre pérenne située à La Villette, consacrée à la lutte contre le sida, a été inaugurée le 1er décembre 2006 en présence de Monsieur le Président de la République.

Malgré ces résultats, le gros du travail reste à venir pour notre association. Les enjeux de l'épidémie sont énormes et tendent à devenir de plus en plus complexes. Pour y répondre, la modification des statuts de l'association décidée par l'Assemblée Générale en 2005, et qui a obtenu l'aval du Conseil d'Etat au début de l'année 2007, va permettre à Sidaction de se doter d'un nouveau collège, le collège international, et, ainsi, d'accentuer le développement de ses actions dans les pays en développement. Pour 2007, enfin, le conseil d'administration s'est fixé comme objectif de consacrer plus de 10 millions d'euros aux soutiens financiers, tout en poursuivant les actions en propre dans les domaines jugés prioritaires et en maintenant un niveau de trésorerie satisfaisant pour faire face à ses engagements. Cet objectif, qui doit encore permettre à Sidaction d'accroître sa contribution à la lutte contre le sida, en France, dans les DOM-TOM et dans les pays en développement, nous ne pourrons l'atteindre sans la générosité de nos donateurs.

Nous ne pourrons gagner ce combat sans l'engagement de chacun de vous à nos côtés.

Edmond-Luc Henry

Un contrôle d'utilisation des fonds rigoureux

Le conseil d'administration de l'association est attentif à la bonne utilisation des fonds qu'il décide d'attribuer. Sidaction doit la transparence à ses donateurs et à toutes celles et tous ceux qui soutiennent ses actions pour la lutte contre le sida. La transparence dans l'utilisation des fonds attribués par Sidaction est une valeur fondamentale de l'association.
Le Cabinet Deloitte, qui assure déjà le contrôle des comptes de Sidaction, a conduit en 2006 les audits de 12 associations et de 12 laboratoires. Ces audits ont porté sur l'utilisation qui a été faite par ces structures des fonds qu'elles ont reçus de Sidaction.
Aucun de ces audits n'a révélé de problème dans l'utilisation des fonds. Les projets ont été menés avec beaucoup de rigueur.

Bilan de Sidaction

au 31 décembre 2006

ACTIF	Brut 2006	Amortissements et provisions	Net 2006	Net 2005
Actif immobilisé	**1 543 265**	**308 604**	**1 234 661**	**1 830 174**
Immobilisations incorporelles	74 401	74 401		15 556
Immobilisations corporelles	1 430 703	234 203	1 196 580	105 904
Immobilisations en cours				1 672 116
Immobilisations financières	38 081		38 081	36 598
Actif circulant	**9 651 796**		**9 651 796**	**6 275 842**
Acomptes sur commandes				
Créances	509 739		509 739	41 473
Valeurs mobilières de placement	7 894 734		7 894 734	4 868 612
Disponibilités	1 247 324		1 247 324	1 365 757
Comptes de régularisation	**114 523**		**114 523**	**78 777**
Charges constatées d'avance	114 523		114 523	78 777
TOTAL ACTIF	**9 878 802**	**308 604**	**9 570 198**	**8 184 793**
PASSIF				
Fonds propres	**1 570 665**		**1 570 665**	**2 231 515**
Réserves statutaires	46 175		46 175	46 175
Autres réserves	1 524 490		1 524 490	1 524 490
Subventions d'investissement				660 850
Résultat				
Provisions pour risques et charges	**25 269**		**25 269**	
Fonds dédiés	**7 721 597**		**7 721 597**	**4 876 535**
Dettes	**1 308 257**		**1 308 257**	**1 076 743**
Concours bancaire				
Dettes fournisseurs	806 323		806 323	730 869
Dettes fiscales et sociales	466 778		466 778	252 874
Autres dettes	35 156		35 156	93 000
Comptes de régularisation	**375 193**		**375 193**	
Produits constatés d'avance	375 193		375 193	
TOTAL PASSIF	**11 000 981**		**11 000 981**	**8 184 793**

Récapitulatif des engagements de soutien financier - 2006

au 31 décembre 2006

	Solde 2005	Engagements Votes 2006	Modif.	E.C.S.	Versements Reliquats	Restitutions	Solde
Travaux du Comité Associatif sida	**1 073 986**	**3 808 972**	**-290 582**	**3 785 094**	**5 726**	**1 046**	**802 602**
- Fonds d'urgence associatif		89 027		72 200			16 827
- Appel d'offres numéro 14	10 602						10 602
- Appel d'offres numéro 15	979						979
- Appel d'offres numéro 16	42 695						42 695
- Appel d'offres généraliste 2002 (n°17)	19 560						19 560
- Appel d'offres permanent 2003 (n°18)	10 200						10 200
- Appel d'offres permanent 2004 (n°19)	16 349						16 349
- Appel d'offres permanent 2005 (n°20)	973 601		-70 482	857 331		1 046	46 834
- Appel d'offres permanent 2006 (n°21)		639 436	-4 400	487 022			148 014
- Associations partenaires		2 318 267	-220 700	1 909 641	5 726		182 200
- Appel à projet DFA		195 000		185 000			10 000
- Appel à projet Emploi 2006		187 000		148 200			38 800
- Appel à projet en milieu carcéral 2006		159 600	5 000	125 700			38 900
- Réserve pour projet Prévention Gay		220 642					220 642
Amélioration de la qualité de vie (1)	**72 365**	**272 464**		**10 000**			**334 829**
- Appel d'offres 'Qualité de Vie' numéro 1	-3 773						-3 773
- Appel d'offres 'Qualité de Vie' numéro 3	8 638						8 638
- Appel d'offres 'Qualité de Vie' numéro 4	27 500						27 500
- Appel d'offres 'Qualité de Vie' numéro 5	30 000						30 000
- Appel d'offres 'Qualité de Vie' numéro 6	10 000			10 000			
Solde enveloppe Qualité de vie engagée à affecter		272 464					272 464
TOTAL COMITE ASSOCIATIF	**1 146 351**	**4 081 436**	**-290 582**	**3 795 094**	**5 726**	**1 046**	**1 137 431**
Travaux du Comité International sida	**1 626 673**	**1 994 907**	**-3 400**	**1 431 105**	**1 000**		**2 186 075**
Prix international 2006		2 500	2 500				
- Appel d'offres étranger 2001							
- Appel d'offres étranger 2002							
- Appel d'offres étranger 2003	42 209						42 209
- Appel d'offres étranger 2004			-1 000		1 000		-2 000
- Appel d'offres étranger 2005	1 584 464		-2 400	1 332 945			249 119
- Appel d'offres étranger et PAARV 2006		1 118 600		24 000			1 094 600
- Appel Sidaction Communautés 2006		104 000		28 660			75 340
- Appel Paris sida Sud 2006		399 495					399 495
- Appel Hard to Reach 2006		62 925		43 000			19 925
- Appel Ethique 2006		25 000					25 000
- Appel Grandir 2006		200 000					200 000
Solde enveloppe engagée à affecter		82 387					82 387
Travaux du Comité International sida	**14 500**	**433 693**	**-58 500**	**352 213**		**45 000**	**82 480**
- Appel d'offres 'Formation PED' 2002							
- Appel d'offres 'Formation PED' 2003							
- Appel d'offres 'Formation PED' 2004							
- Appel d'offres 'Formation PED' 2005	14 500		-13 500				1 000
- Appel d'offres 'Formation PED' 2006		433 693	-45 000	352 213		45 000	81 480
TOTAL COMITE INTERNATIONAL (2)	**1 641 173**	**2 428 600**	**-61 900**	**1 783 318**	**1 000**	**45 000**	**2 268 555**
Travaux du Comité Scientifique sida	**2 546 133**	**3 745 457**	**-644 096**	**2 174 907**		**81 199**	**3 553 785**
- Montant des bourses	**1 288 426**	**1 089 565**	**-604 420**	**928 235**		**10 800**	**856 136**
- Bourses : Prix scientifique 2006		2 500		2 500			
- Appel d'offres permanent 2002 (n°13)							
- Appel d'offres permanent 2003 (n°14)	13 900			13 100			800
- Appel d'offres permanent 2004 (n°15)	224 000		-43 060	181 660		6 300	5 580
- Appel d'offres permanent 2005 (n°16)	1 050 526		-319 485	594 565		4 500	140 976
- Appel d'offres permanent 2006 (n°17)		1 087 065	-241 875	136 410			708 780
- Montant des subventions	**1 257 707**	**1 350 282**	**-39 676**	**1 246 672**		**70 399**	**1 392 039**
- Appel d'offres permanent 2001 (n°12)			-12 204			12 204	
- Appel d'offres permanent 2002 (n°13)			-18 712			18 712	
- Appel d'offres permanent 2003 (n°14)			-2 305			2 305	
- Appel d'offres permanent 2004 (n°15)	33 594		-300	15 700		300	17 894
- Appel d'offres permanent 2005 (n°16)	1 224 113		-2 573	788 905		36 877	469 512
- Appel d'offres permanent 2006 (n°17)		1 350 282	-3 582	442 067			904 633
Solde enveloppe engagée à affecter		**1 305 610**					**1 305 610**
TOTAL COMITE SCIENTIFIQUE	**2 546 133**	**3 745 457**	**-644 096**	**2 174 907**		**81 199**	**3 553 785**
TOTAL DE L'EXERCICE 2006	**5 333 657**	**10 255 493**	**-996 578**	**7 753 319**	**6 726**	**127 245**	**6 959 771**

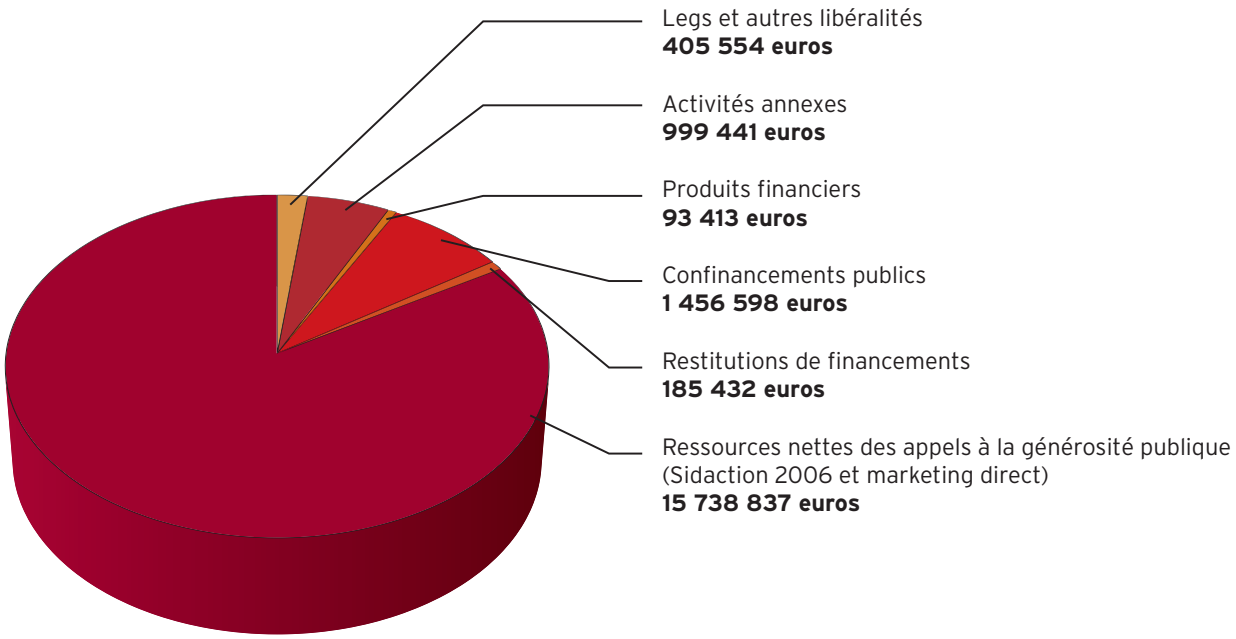
(1) L'enveloppe Qualité de vie est affectée aux fonds recherche
(2) Les travaux du Comité International sont affectés pour moitié aux fonds recherche et pour moitié aux fonds aide aux malades

Compte de résultat de Sidaction

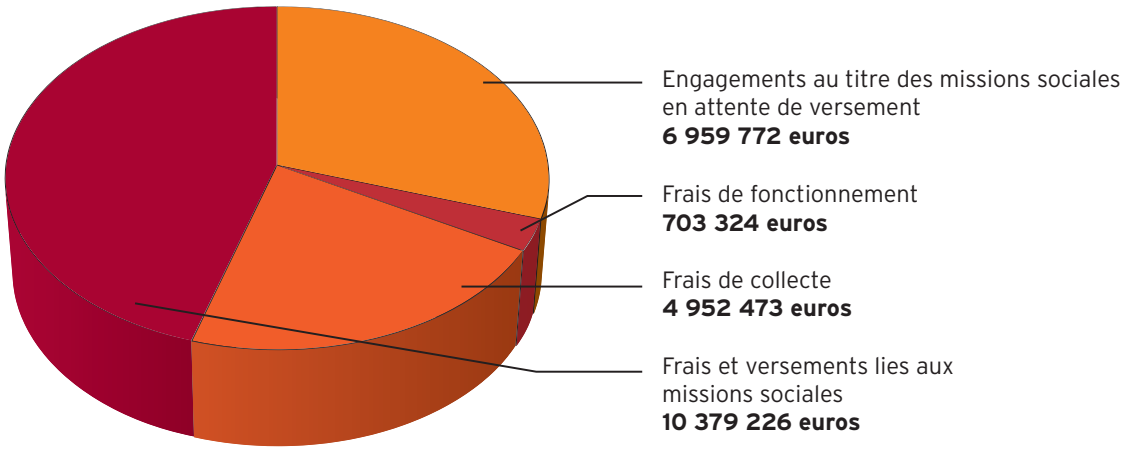
au 31 décembre 2006

	2006 12 mois	2005 12 mois
Produits d'exploitation	**18 590 480**	**15 735 302**
Recette nette des opérations exceptionnelles	(1 815)	1 113 882
Subventions d'exploitation	1 368 643	649 702
Reprises sur provisions et transferts de charges	32 781	298 101
Dons, droits et autres produits	17 190 872	13 673 617
Charges d'exploitation	**15 978 772**	**13 892 859**
Charges courantes et de collecte	5 468 204	5 142 145
Impôts, taxes et versements assimilés	186 013	157 751
Salaires et traitements	1 594 164	1 206 896
Charges sociales	863 802	601 498
Dotations aux amortissements	81 406	79 758
Dotations aux provisions	25 269	
Subventions versées	7 708 319	6 703 010
Autres charges	51 596	1 800
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 611 708**	**1 842 443**
Produits financiers	**93 413**	**163 249**
Produits nets sur cession de SICAV	93 413	163 249
Charges financières	**558**	
Intérêts et charges assimilées	558	
Charges nettes sur Sicav		
Dotations aux provisions et amortissements		
RESULTAT FINANCIER	**92 854**	**163 249**
Produits exceptionnels	**851**	**28 402**
Produits sur opérations de gestion	851	28 402
Charges exceptionnelles	**783**	**27 137**
Charges sur opérations de gestion	783	27 137
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**68**	**1 266**
SOLDE INTERMEDIAIRE	**2 704 631**	**2 006 957**
Reprise sur fonds dédiés	16 035 062	8 954 180
Affectation aux fonds dédiés	(18 739 693)	(10 961 137)
EXCEDENT / DEFICIT		

Les ressources collectées en 2006



Les dépenses et engagements en 2006



Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

au 31 décembre 2006

	2006	2005
Ressources nettes disponibles hors cofinancements antérieurs	**4 876 536**	**2 763 276**
Ressources nettes disponibles au 1er janvier	4 876 536	2 763 276
Reprise des cofinancements antérieurs à l'exercice		
Reprises sur subventions investissements	**850**	**2 017**
Restitutions de financements versés avant le 1er janvier	**185 432**	**106 303**
restitutions de subventions associatives	39 989	50 432
restitutions de financements versés à la recherche	145 442	55 871
Ressources nettes des appels à la générosité publique	**10 980 857**	**8 938 293**
dons manuels	15 738 837	12 903 119
coûts directs d'appel à la générosité publique	-4 102 072	-3 432 286
coûts indirects d'appel à la générosité publique	-655 908	-532 540
Legs et autres libéralités	**377 918**	**251 350**
legs encaissés	405 554	316 663
coûts directs	-27 636	-27 205
coûts indirects		-38 107
Activités annexes liées aux appels à la générosité publique	**832 584**	**820 640**
activités du 'Fonds Line Renaud'	290 967	1 326 131
autres activités	708 474	193 393
coûts directs d'organisation	-166 857	-698 883
Produits financiers	**93 413**	**433 661**
RESSOURCES NETTES DISPONIBLES	**17 347 591**	**13 315 541**
Dotations aux amortissements et provisions	**-81 406**	**-79 758**
Affectations aux missions sociales	**-8 841 262**	**-7 891 069**
cofinancements publics des financements	981 210	
financement des programmes d'aide aux malades	-4 676 753	-3 735 056
financement des programmes de recherche	-3 076 566	-2 967 954
suivi des financements, conseil et formation	-974 843	-690 933
cofinancements publics des projets Sidaction	475 388	695 291,49
actions de lutte contre le sida menées par l'association	-1 423 920	-1 100 177
coûts indirects	-145 778	-92 241
Coûts directs de fonctionnement de l'association (*)	**-703 324**	**-468 178**
administration de l'association	-703 324	-468 178
actions de communication		
EMPLOIS DES RESSOURCES NETTES DISPONIBLES	**-9 625 992**	**-8 439 005**
Total des ressources	23 756 661	18 739 854
Total des emplois	-16 035 062	-13 863 318
RESSOURCES RESTANT AU 31 DECEMBRE	**7 721 598**	**4 876 536**
RESSOURCES ENGAGEES NON VERSEES	**-6 959 772**	**-5 333 657**
financement des programmes d'aide aux malades	-1 936 880	-3 439 084
financement des programmes de recherche	-5 022 892	-1 894 573
SOLDE AU 31/12 APRES PRISE EN COMPTE DES ENGAGEMENTS	**761 827**	**-457 121**

Notes sur le Compte d'Emploi annuel des ressources collectées par Sidaction

Règles et méthodes d'établissement du CER

L'ordonnance du 28 juillet 2005 prévoit que, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006, le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), accompagné des informations relatives à son élaboration, est inclus dans l'annexe des comptes annuels.

En l'absence de réglementation comptable, le CER a été élaboré conformément aux textes existants (arrêté du 30 juillet 1993). Les règles d'établissement du CER n'ont pas été changées par rapport à 2005.

1- Note sur les ressources

Le total des ressources est de 23.756.660 euros. Ce montant se compose :
- des reprises de fonds dédiés de l'exercice précédent, hors engagements restant à verser soit 4 876 536 euros
- du total des ressources des opérations de collecte (dons manuels, legs et autres appels à la générosité du public) de l'exercice 2006 (17.143.832 euros),
- des subventions publiques venant en cofinancement de programmes de Sidaction (1.456.598 euros),
- des reprises sur subventions d'investissements (850 euros)
- des restitutions de sommes non consommées sur les subventions versées à des programmes durant les exercices antérieurs (185.432 euros),
- du montant des produits financiers dégagés sur l'exercice (93.413 euros).

1.1- Information sur les opérations de collectes

Durant l'exercice 2006, les opérations faisant appel à la générosité publique ont permis de collecter 15.738.837 euros. Les opérations de publipostage ont représenté 10,523 millions d'euros de dons. Ces opérations ont utilisé le fichier des donateurs(1) issu des campagnes de collecte de fonds menées par l'association de 1994 à 2006, ainsi que des adresses obtenues par échange avec d'autres organismes faisant appel à la générosité publique auxquels s'ajoutent 76.869 euros de dons de la Fondation Mac.
Par ailleurs, l'opération de collecte "Sidaction" télévisé en partenariat avec la totalité des chaînes hertziennes des 31 mars, 1er et 2 avril 2006, a permis de collecter 5,139 millions d'euros de dons, contre 4,007 millions d'euros pour l'opération organisée en 2005.

1.2 - Information sur les legs et autres libéralités

Au cours de l'année 2006, nous avons encaissés 405.554 euros provenant de 2 assurances-vie pour 49.117 euros, 10 legs pour 174.883 euros et 4 donations pour 181.553 euros.

1.3 - Information sur les activités du fonds Line Renaud

Le 'fonds Line Renaud' correspond à une affectation analytique des ressources collectées par Sidaction - Ensemble Contre le sida grâce à l'action de Madame Line Renaud. En 2006, il totalise 290.967 euros, constitués des ressources complémentaires des albums "Ensemble", "Noël Ensemble", "Love United" et "10 ans Ensemble" (262.620 euros), et des recettes de manifestations organisées au bénéfice de l'association (28.346 euros).

1.4 - Information sur les autres activités

Cette ligne correspond aux produits, non inclus aux dons de Sidaction, issus du dîner de la mode organisé en janvier 2006, aux subventions spontanément versées à Sidaction - Ensemble Contre le Sida par certaines communes, aux recettes de la boutique internet et à d'autres opérations menées localement au bénéfice de l'association, notamment à l'occasion du 1er décembre, et aux produits qui en sont issus.

1.5 - Information sur les produits financiers

Le placement financier des fonds issus de la générosité publique est effectué en Sicav et Fonds communs de placements bancaires.

2- Note sur les emplois

Pour des raisons de lisibilité, les coûts sont affectés aux types de ressources auxquels ils se rapportent. La distinction entre coûts directs et coûts indirects est conservée, conformément aux dispositions du décret du 30 juillet 1993. Le total des emplois de l'année (16.035.062 euros) est indiqué en pied de compte d'emploi des ressources.
Comme pour l'exercice 2005, les coûts liés à la structure ont été rattachés aux types d'activités auxquels ils se rapportent. La ventilation a été effectuée suivant la superficie de locaux administratifs occupés par les personnels attachés à ces activités. Les coûts liés aux charges salariales ont été, quant à eux, affectés directement aux activités pour lesquelles les personnels concernés sont affectés. Ainsi, les coûts indirects reprennent une part des coûts de la structure et des charges salariales des personnels affectés à l'activité considérée.

2.1- Information sur les coûts directs d'appel à la générosité publique

L'année 2006 a été marquée par l'organisation d'un Sidaction télévisé. Cette opération, qui a permis la collecte de 5,139 millions d'euros, a engendré des coûts à hauteur de 341.777 euros.
Les coûts directs d'appel à la générosité publique représentent un total de 4.102.072 euros. Ils se décomposent, en plus des 341.777 euros des coûts d'organisation du Sidaction télévisé, en :
- coûts d'appel à la générosité publique (2.928.498 euros) qui globalisent la conception, l'édition et l'expédition des mailings, ainsi que les opérations de street fundraising
- coûts du traitement des dons, y compris les dons liés à l'opération télévisée "Sidaction" (595.579 euros) ;
- coûts d'émission et d'envoi des reçus fiscaux (201.514 euros)
- coûts de compte-rendu aux donateurs et aux partenaires de l'association et coûts "relations média" (34.704 euros).

Les coûts directs des autres activités liées aux appels à la générosité publique représentent un total de 166.857 euros dont 136.643 euros pour l'organisation du dîner de la mode de janvier 2006.

2.2- Information sur les coûts de fonctionnement

Le montant total des frais de fonctionnement de l'association, pour son administration, est de 703.324 euros.
Au sens du décret du 30 juillet 1993, il convient d'y ajouter les coûts indirects d'appel à la générosité du public et de traitement des legs, pour un total de 655.908 euros. Par cette opération, le total des coûts de fonctionnement s'établit à 1.359.232 euros.

2.3- Information sur les dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements sont constituées des amortissements de l'année (81.406 euros).

2.4- Information sur les affectations aux missions sociales

Les affectations réalisées au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie s'élèvent à 8.841.262 euros. Sur ce total :
- **1.456.598 euros** provenaient de dotations publiques confiées à la gestion de l'association pour le cofinancement des programmes d'aide aux malades et de recherche (981.210 euros) et des projets menés en propres. Ces dotations comprennent les subventions reçues par l'association en 2006.
- **974.843 euros** correspondent à des coûts d'instruction et de suivi des projets financés, et de conseil ou de formation aux organismes intervenant dans la lutte contre le sida, en France et dans les pays en développement ;

- **1.423.920 euros** correspondent aux coûts des actions de lutte contre le sida menées par l'association qui se composent comme suit :
- 54.505 euros correspondent à la conduite des missions d'aide aux malades "Départements Français d'Amérique", "sida et prison" et "sida et Emploi" ;
- 174.679 euros correspondent aux coûts liés aux événements organisés par l'association seule ou en collaboration avec d'autres structures. Ces événements ont pour point commun de réunir les acteurs de la lutte contre le VIH – sida et concernent notamment l'organisation de la 3ème édition de la Convention Nationale, organisée à l'Hôtel de Ville de Paris ;
- 96.085 euros correspondent au coût du programme "Transversal" hébergé par l'association, et prélevé à parts égales sur les fonds dédiés à la recherche et à l'action associative ;
- 63.422 euros correspondent aux projets Cartographie - Portail VIH et de prévention en milieu scolaire "Pour la Vie" ;
- 166.535 euros correspondent aux programmes de lutte contre le sida conduits par l'association en faveur des Pays En Développement (Accès commun, Paris sida Sud, Sidaction Communautés, Unité de formation PED, Grandir et Ethique) ; A ces coûts s'ajoutent ceux liés aux opérations "d'échange" entre les associations dans les PED ;
- **7.748 euros** correspondent aux dépenses effectuées dans le cadre du programme "mobilisation associative dans les COREVIH" ;
- **9.764 euros** correspondent aux dépenses effectuées dans le cadre du "Lieu de Connaissance et de Mémoire du sida (Artère)"
- **851.072 euros** correspondent aux coûts liés aux salaires et charges sociales des personnes salariées de l'association en charge de la mise en œuvre de ces différents programmes ;
- **145.778 euros** correspondent aux coûts indirects des actions de lutte contre le sida menées par l'association (quote-part des coûts administratifs) ;
- **7.753.319 euros** correspondent à des versements de subventions et bourses.

2.5- Information sur les ressources engagées non versées

Les engagements votés au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie restant à verser s'élèvent à 6.959.772 euros.
Pour les actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, en marge de ses propres programmes, Sidaction - Ensemble Contre le Sida a engagé, en 2006, pour 4,781 millions d'euros de subventions associatives, qui sont venus s'ajouter aux 1,895 million d'euros de subventions engagées sur les exercices précédents et non versées au 31 décembre 2005.
Sur ces sommes, Sidaction - Ensemble Contre le Sida a versé 4,677 millions d'euros prélevés sur ses collectes.
Le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2006, en tenant compte des reprises sur les engagements antérieurs (78.932 euros) à déduire et des reliquats et restitutions à ajouter (17.320 euros), s'établit à 1,937 million d'euros.

Pour les programmes de recherche scientifique et médicale et d'amélioration de la qualité de vie des malades, en marge de ses propres programmes, Sidaction - Ensemble Contre le Sida a engagé, en 2006, pour 4,964 millions d'euros de subventions et bourses de recherche, qui sont venus s'ajouter aux 3,439 millions d'euros engagés sur les exercices précédents non versés au 31 décembre 2005.
Sur ces sommes, Sidaction - Ensemble Contre le Sida a versé 3,077 millions d'euros prélevés sur ses collectes.
Le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2006, en tenant compte des reprises sur les engagements antérieurs (407.089 euros) à déduire et des reliquats et restitutions à ajouter (103.198 euros), s'établit à 5,023 millions d'euros.

3- Valorisation des dons et apports en nature

En 2006, Sidaction - Ensemble Contre le Sida n'a bénéficié d'aucun don en nature.
Pour l'instruction des demandes de financement émanant des associations ou des laboratoires de recherche, Sidaction - Ensemble Contre le Sida fait appel à des scientifiques, des médecins et des responsables d'associations qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida dans le processus d'attribution des fonds collectés auprès du public.
Au 31 décembre 2006, le Comité Scientifique et Médical chargé d'instruire les dossiers de recherche scientifique et médicale comptait 26 membres. Le Comité Associatif sida chargé d'instruire les dossiers d'aide aux malades déposés par les associations comptait 18 membres. Le Comité International chargé d'instruire les dossiers des associations étrangères dans le cadre de l'appel d'offre international et du PAARV comptait 11 membres, le Comité spécifique, chargé d'instruire les demandes de programmes de "Formation dans les pays en développement" comptait 11 membres et celui chargé d'instruire les projets dans le cadre de l'appel d'offre Grandir 8 membres.
Par ailleurs, Sidaction - Ensemble Contre le Sida a fait appel au bénévolat, dans le cadre de l'organisation de l'opération télévisuelle "Sidaction", pour assurer la réception des appels des téléspectateurs souhaitant faire une promesse de don, dans le cadre de la Convention Nationale de la lutte contre le sida, des opérations organisées à l'occasion du 1er décembre, et d'autres actions. La diversité des situations professionnelles et personnelles de chacune de ces personnes, ne permet pas de valoriser financièrement l'apport en nature dont a bénéficié Sidaction - Ensemble Contre le Sida en 2006. Il faut noter que la générosité des 3.500 bénévoles a apporté 14.000 heures de réponse téléphonique à l'association.

(1) Ce fichier a été enregistré sous le numéro 456932 auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, en date du 6 août 1996. Il répond aux exigences de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les annexes sont disponibles sur notre site

www.sidaction.org

Sidaction
ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

SIDACTION
228 rue du Faubourg Saint-Martin
75010 PARIS - FRANCE
Tél. : 01 53 26 45 55 / Fax : 01 53 26 45 75

www.sidaction.org